

# Correctional Service of Canada

2018–19

## **Departmental Results Report**

---

The Honourable Bill Blair, P.C., C.O.M., M.P.  
Minister of Public Safety and Emergency  
Preparedness

---

## Results: what we achieved

### Core Responsibilities

#### Core Responsibility 1: Care and Custody

##### Description

CSC provides for the safety, security and humane care of inmates, including day-to-day needs of inmates such as food, clothing, accommodation, and mental health services and physical health care. It also includes security measures within institutions such as drug interdiction and appropriate control practices to prevent incidents.

##### Results

During fiscal year 2018–19, CSC provided safe, secure, and humane conditions to meet the day-to-day needs of some 13,996<sup>8</sup> incarcerated offenders, and reports below provide results in several key areas.

In the last few years, CSC has been challenged to examine the way it manages its inmate population. With the coming into force of Bill C-83 on November 30, 2019, administrative and disciplinary segregation will be eliminated. Structured Intervention Units (SIU) will be implemented for those inmates who cannot be maintained in a mainstream inmate population for security or other reasons. SIUs will permit CSC to provide continuity of structured interventions, health care services and programming to these inmates in a safe and secure environment that will address their specific needs, with the goal of their reintegration into a mainstream inmate population as soon as possible.

In the interim, CSC has continued to implement and monitor its segregation renewal strategy to improve decision-making and strengthen oversight. The rate of admissions to administrative segregation continued to trend downwards for the fourth year in a row, with the largest drop for women offenders. The median number of days in segregation edged upwards slightly overall, but dropped for women offenders.

Minor and moderate safety and security incidents trended upward for the fourth consecutive year. This can be explained, at least in part, by the increasing complexity of the population under CSC's jurisdiction. CSC has custody of offenders with extensive histories of violence and violent crimes, previous youth and adult convictions, and affiliations with gangs and organized crime. In addition, offenders may come into its jurisdiction with serious mental health disorders and other diseases and infections, such as Hepatitis C and Human Immunodeficiency Virus (HIV). All this results in a population characterized by very high needs and risks. CSC is, therefore, challenged to identify, assess, and respond to those risks and needs.

---

<sup>8</sup> Based on average population for the 2018–19 fiscal year.

# Service correctionnel du Canada

2018-2019

## **Rapport sur les résultats ministériels**

---

L'honorable Bill Blair, C.P., C.O.M., député  
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection  
civile

## Résultats : ce que nous avons accompli

### Responsabilités essentielles

#### Responsabilité essentielle 1 : Prise en charge et garde

##### Description

Le Service correctionnel du Canada (SCC) s'assure de la sécurité et du traitement humain des détenus, et répond à leurs besoins quotidiens, comme l'alimentation, les vêtements, le logement, les services de santé mentale et les soins de santé. Cela comprend aussi les mesures de sécurité en établissement, comme la répression des drogues, et les mesures de contrôle appropriées pour prévenir les incidents.

##### Résultats

Tout au long de l'exercice 2018-2019, le SCC a offert des conditions sûres, sécuritaires et humaines pour répondre aux besoins quotidiens de quelque 13 996<sup>8</sup> délinquants incarcérés, et les rapports qui suivent présentent des résultats dans plusieurs secteurs clés.

Au cours des dernières années, le SCC a été mis au défi d'examiner la façon dont il gère ses populations de détenus. Avec l'entrée en vigueur du projet de loi C-83 le 30 novembre 2019, l'isolement préventif et l'isolement disciplinaire seront éliminés. Des unités d'intervention structurée (UIS) seront mises en œuvre pour les détenus qui ne peuvent demeurer au sein de la population carcérale régulière pour des motifs de sécurité ou autres. Grâce aux UIS, le SCC pourra offrir à ces détenus des interventions et des programmes structurés ainsi que des soins de santé qui répondront à leurs besoins particuliers et assurer la continuité de ces services dans un environnement sûr et sécuritaire, dans le but de faciliter leur réintégration la plus rapide possible dans la population carcérale régulière.

En attendant, le SCC a poursuivi la mise en œuvre et la surveillance de sa stratégie de renouvellement de l'isolement afin d'améliorer les processus décisionnels et de renforcer la surveillance de l'isolement préventif. Le nombre de placements en isolement préventif était en baisse pour la quatrième année consécutive, la baisse la plus importante ayant été observée chez les délinquantes. Dans l'ensemble, le nombre médian de jours en isolement avait légèrement augmenté, mais avait diminué au sein de cette population.

Les incidents de sûreté et de sécurité mineurs ou moyennement graves dans les établissements ont eu tendance à augmenter pour la quatrième année consécutive. Cette hausse s'explique, en partie, par la complexité croissante de la population sous la juridiction du SCC. Le SCC assure la garde de délinquants présentant d'importants antécédents de violence et de crimes violents, ayant déjà été condamnés en tant que jeunes contrevenants ou adultes et qui sont affiliés à des gangs ou

---

<sup>8</sup> Selon la population moyenne au cours de l'exercice 2018-2019.

au crime organisé. De plus, les délinquants qui lui sont confiés peuvent être atteints de troubles de santé mentale graves ou d'autres maladies et infections telles que l'infection au virus de l'hépatite C et au virus de l'immunodéficience humaine (VIH). Tout ceci mène à une population caractérisée par des besoins et des risques élevés. Le SCC doit donc identifier, évaluer et répondre à ces risques et besoins.

Pendant l'exercice visé, il y a eu une hausse des incidents liés à la drogue au SCC dans toutes les catégories (critique, grave et mineur/moyennement grave), malgré l'application continue de la Stratégie de contrôle des objets interdits, dont le volet d'intervention encourage des méthodes novatrices et efficaces pour traiter et réhabiliter les délinquants ayant une dépendance. Les incidents mineurs/moyennement graves liés à la drogue comprennent non seulement la saisie d'objets interdits et d'accessoires facilitant la consommation de drogues, mais aussi les délinquants sous l'influence de substances intoxicantes. Comme les méthodes pour introduire des drogues dans les établissements ne cessent d'évoluer, le SCC continue d'étudier de nouvelles technologies de répression pour les contrer.

En novembre 2018, le SCC a publié le rapport de recherche intitulé *Incidents de surdose chez les délinquants sous responsabilité fédérale, de 2012-2013 à 2016-2017*<sup>ii</sup>.

Le rapport indique qu'en juillet 2018, pour s'attaquer au problème que représentent les incidents liés à la drogue dans les établissements, le SCC a entamé le Processus accéléré d'analyse des drogues (PAAD) en partenariat avec les Services d'analyse de drogues (SAD) de Santé Canada afin de détecter plus rapidement et plus précisément les substances en cause dans des incidents de surdose potentiels ou des cas d'exposition du personnel. Il s'agit d'une nouvelle façon de faire puisque, auparavant, il n'existait aucune méthode normalisée de dépistage des substances saisies, et il pouvait s'écouler plusieurs mois avant que les résultats d'analyse soient connus. Le PAAD a recours à une nouvelle technologie pour l'analyse judiciaire des drogues (spectroscopie de résonance magnétique nucléaire), qui permet de transmettre les résultats sur la composition et le degré de pureté des échantillons dans les 24 heures suivant la soumission des échantillons. Les substances saisies que l'on soupçonne être à l'origine d'une surdose ou d'une exposition du personnel sont acheminées aux SAD pour analyse. En plus d'être utile sur le plan opérationnel, le PAAD aidera le SCC à mieux cerner les tendances et à accroître la fiabilité des données au sujet des substances en cause dans les incidents de surdose et les cas d'exposition du personnel.

Dans le cadre du PAAD, 33 échantillons de drogues que l'on soupçonnait être la cause de surdoses chez les détenus ont été envoyés à Santé Canada pour analyse. Dans la majorité des cas, les résultats d'analyse indiquant la composition et la pureté des drogues ont été transmis dans les 24 heures suivant la réception des échantillons au laboratoire. La transmission rapide des résultats était cruciale pour savoir quelles drogues se trouvent dans les établissements et la menace qu'elles représentent pour la population carcérale et/ou le personnel qui effectue les fouilles pour les trouver.

# Correctional Service of Canada

2019–20

## **Departmental Results Report**

The Honourable William Sterling Blair,  
P.C., C.O.M., M.P.  
Minister of Public Safety and Emergency  
Preparedness

## Results at a glance and operating context

During 2019–20, the Correctional Service of Canada (CSC) aligned its work and resources with its corporate priorities to support the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness in achieving his mandate.

CSC provided care and custody for offenders sentenced to two years or more, delivered correctional interventions to change offender behaviours, and provided community supervision to further assist in the rehabilitation of offenders and their reintegration into the community. The results CSC achieved in 2019–20 can be summarized in four key areas: population management, Indigenous offenders, mental health, and staff well-being.

### As per the Corrections and Conditional Release Act, CSC is responsible for:

- a) The care and custody of inmates;
- b) The provision of programs that contribute to the rehabilitation of offenders and to their successful reintegration into the community;
- c) The preparation of inmates for release;
- d) Parole, statutory release supervision and long-term supervision of offenders; and
- e) Maintaining a program of public education about the operations of the Service.

### Population management

CSC managed 23,309 offenders on a typical day in 2019–20. Among them, 13,932 offenders were incarcerated and 9,377 offenders were supervised in the community. Compared to the population in 2014–15<sup>1</sup>, the incarcerated population decreased by seven percent, while the population under community supervision increased by 19 percent. The decreasing population of incarcerated offenders and the increasing population of offenders under community supervision are overall trends that generally remained consistent in this time period. Managing the offender population is challenging, given that many of them have extensive histories of violence and violent crimes, mental health disorders, experiences of intergenerational trauma, and affiliations with security-threat groups.

To ensure all staff who work with offenders have the knowledge, training and skills to effectively manage a diverse offender population with multiple needs, CSC provides mandatory training (one time only and continuous development) that target vital areas such as mental health, suicide and self-injury intervention. Additionally, key front line staff receive extensive training (e.g. Correctional Officer Training Program, Parole Officer Induction Training) which is supported by ongoing annual or biennial continuous development to reinforce existing knowledge and address emerging trends.

In the reporting year, CSC eliminated the practice of administrative and disciplinary segregation in the federal corrections system and replaced it with structured intervention

<sup>1</sup> There were 22,928 offenders in total, 15,044 in custody and 7,884 under supervision.

unit (or SIU), an alternative model for inmates who cannot be safely managed in the mainstream penitentiary population. The new SIU model is designed to deliver structured interventions, programming and health care to offenders in a safe and secure environment, thereby addressing their risks and needs while enhancing safety and security within institutions. This is a historic undertaking for the Service that demonstrates CSC's commitment to improving correctional outcomes.

At the end of the reporting year, the COVID-19 pandemic impacted many countries, including Canada. CSC took the necessary measures to protect the health and safety of staff and offenders, and reduced the spread of COVID-19 within federal institutions. This was achieved by supplying personal protective equipment, health services, including for mental health, enhancing cleaning procedures, and temporarily suspending institutional visits, all temporary absences and work releases, correctional programs in group format, and all inter-regional and international transfers. The full impact of these and other initiatives as they relate to the progression of the pandemic will be reported in next fiscal year's Departmental Results Report.

### **Indigenous offenders**

Recognizing the specific cultural and spiritual needs of Indigenous offenders, CSC formally adopted and continued implementation of the National Indigenous Plan to guide its programming and activities. CSC achieved positive results in multiple correctional outcomes for Indigenous offenders, including:

- Of the Indigenous offenders who transitioned to lower security, 95.2 percent were successful
- Of the Indigenous offenders who transferred to healing lodges, 96.3 percent were successful
- 91.2 percent of the Indigenous offenders who identified an interest in following a traditional healing path received an Elder Review

### **Mental health**

Guided by its comprehensive Mental Health Strategy, CSC provided mental health screening at intake, primary and intermediate mental health care, and psychiatric in-patient care, as well as release preparation and transitional care for offenders being released to the community.

Achievements for the reporting year included:

- 97.8 percent of targeted staff were trained in the Fundamentals of Mental Health
- 97.2 percent of newly admitted offenders received health assessments at intake
- 96.9 percent of the inmates identified by the mental health intake screening system as requiring follow-up mental health services, received a service



---

## Results: what we achieved

### Core responsibility 1: Care and Custody

#### Description

CSC provides for the safety, security and humane care of inmates, including day-to-day needs of inmates such as food, clothing, accommodation, mental health services, and physical health care. It also includes security measures within institutions such as drug interdiction, and appropriate control practices to prevent incidents.

#### Results

This fiscal year marked the beginning of a transformative era in Canadian federal corrections with the legislated implementation<sup>2</sup> of structured intervention units (SIU). Administrative and disciplinary segregation were eliminated, and a new correctional model was introduced, one that makes use of SIUs for offenders who cannot be managed safely within the mainstream population. SIUs are designed to help address offenders' risks and needs and reduce safety and security incidents within institutions. The SIU model provides offenders with access to structured interventions, programming, and health care in a safe and secure environment. The women's model is comprised of an SIU within the Secure Unit and an Enhanced Support House (ESH) in the mainstream population, both of which focus on the provision of interventions to address individual risks and needs. SIUs were implemented at the end of November, 2019, so by the end of the reporting period they had been operating for just four months. During the beginning of the implementation period, we now know that there were challenges associated with data collection. Those data are needed to determine degrees of progress on a variety of performance measures. CSC is currently working on addressing the problem.

The legislation affirmed the importance of clinically independent, patient-centred health care. It enables CSC to designate institutions, or parts of institutions, as health care units with clinical admission and discharge criteria, to support patient advocacy, and to outline requirements for mental health assessments at intake, quality of care reviews, and health-related changes to the grievance process. The transition in health service delivery will take place over five years, and will be complete in 2024.

The positive results achieved in Indigenous corrections reflect CSC's efforts in preparing Indigenous offenders for release through a targeted approach tailored to eligible offenders serving shorter sentences that start at intake and continue for the duration of their sentences. Following the 2017–18 implementation of the Indigenous

---

<sup>2</sup> On June 21, 2019, Bill C-83, *An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act and another Act* received Royal Assent.

Intervention Centres model<sup>3</sup> and the formal adoption and continued implementation of the National Indigenous Plan this reporting year, CSC's results continue to show improvement as 78.7 percent of Indigenous offenders were not re-admitted to federal custody on a new sentence within 5 years following their sentence expiry date. This result has generally improved over the last five years, up from 75.4 percent in 2014–15.

CSC's coordinated approach to prevent drug use, treat substance use disorders, and reduce the introduction and distribution of illicit drugs has, nonetheless, seen some success. CSC increased the provision of Opioid Agonist Treatment (OAT) to offenders across the country to 2,155 patients, an increase of 48% over the 12 month period. Similar to other health care systems across Canada, CSC has waitlists for this treatment. To mitigate the risk of waiting for treatment, CSC prioritizes the provision of OAT service based on an assessment of need.

In June 2018, CSC began rolling out a Prison Needle Exchange Program (PNEP) at federal institutions across the country to help prevent the sharing of needles among offenders, thereby preventing the spread of infectious diseases.

During the reporting year, CSC maintained efforts to enhance and sustain information sharing and communication regarding the introduction of contraband and associated threats. Assessing and introducing technology to increase its capacity to identify new drugs will remain a part of CSC's operations in the foreseeable future.

Positive results achieved in the reporting year include the rate of upheld inmate grievances per 1,000 offenders in federal custody and the low rate of escapes from federal custody (0.87 per 1,000 offenders). The result for transitions to higher security levels per 1,000 offenders in federal custody also met target.

Funding was implemented to address resource and service gaps to meet the mental health needs of offenders. As the funding is rolled out fully by 2023–24, CSC expects to meet the set targets with respect to health services, including health assessments at intake and the provision of these services in SIUs.

Results pertaining to the rate of serious security incidents, and all levels of safety incidents, were also outside the established targets. Multiple factors contributed to these results. CSC institutions, while existing in a degree of separation from Canadian communities, are not isolated from them. Just as the impact on communities of the national opioid crisis finds an echo inside CSC institutions, so the proliferation of gangs and organized crime and their propensity to use violence in communities has ripple effects in institutions. It is worth noting that "while overall crime rates in Canada are

---

<sup>3</sup> The Indigenous Intervention Centres model, introduced in 2017–18, allows Indigenous offenders to have accelerated access to culturally-specific correctional programming, enabling them to benefit from programming as early as at intake. This approach provides offenders with additional opportunities in a more expeditious manner, including work releases, conditional releases, transfers to healing lodges, and comprehensive Section 84 planning.

much lower than decades ago, homicides, gun crime and gang activity have all been steadily increasing. Gun homicides have almost doubled over the past four years—and more than half are linked to gangs.”<sup>4</sup>

In addition, some offenders come into CSC jurisdiction with serious mental health disorders. Approximately half of all assaultive/violent incidents involve offenders with an identified mental health need, with no discernible difference between their role as instigators or victims. Rates of Hepatitis C and Human Immunodeficiency Virus (HIV), which continue to be higher in federal institutions than in the Canadian population generally, are strongly correlated with both substance use disorders and mental health disorders.

The results for serious security and safety incidents can, therefore, be partly explained by the increased number of incompatible populations that affect the safety and security of institutions, complexities in the identification of security threat groups and associates, and the increased rate of drug-related incidents. CSC’s offender population is characterized by very high needs and risks. SIUs, with their emphasis on engaging inmates to participate in programs and interventions designed to reduce their risk, in part, address the challenges these offenders present. CSC will continue to provide a variety of interventions to effectively address offenders’ risks and needs in order to enhance the safety and security of institutions and support offenders’ successful reintegration into the community.

Working with the Health Standards Organization, which is affiliated with Accreditation Canada and is responsible for developing standards, CSC developed and implemented an accreditation activities action plan in preparation for the next Accreditation Qmentum cycle in 2023.

In accordance with the new Canada’s Food Guide, CSC implemented a revised national menu in July 2019 and ensured that all CSC menus, including diet menus, met its requirements. All sites had positive health inspections by external health inspectors.

The majority of deficiencies identified in the Investment Plan 2015–20 were addressed by the end of the reporting year. CSC also drafted a new 2020–25 Investment Plan, which focuses on the need for increased capital funding to enable it to meet its maintenance and re-capitalization targets. As well, CSC initiated a new series of building condition reports to identify existing deficiencies that is not yet complete.

The implementation of CSC’s Sustainable Development Strategy 2018–20 and other environmental initiatives were carried out, including the initiation of four Energy Performance Contracts to reduce CSC’s energy consumption and greenhouse gas emissions. In accordance with CSC’s plan for the environmental management of waste,

---

<sup>4</sup> <https://www.canada.ca/en/public-safety-canada/news/2018/03/minister-goodale-urges-joint-action-to-combat-criminal-gun-and-gang-violence.html>

# Service correctionnel du Canada

2019-2020

## **Rapport sur les résultats ministériels**

L'honorable William Sterling Blair,  
C.P., C.O.M., député  
Ministre de la Sécurité publique et de la  
Protection civile

## Coup d'œil sur les résultats ainsi que le contexte opérationnel

En 2019-2020, le Service correctionnel du Canada (SCC) a orienté ses activités et ses ressources selon ses priorités organisationnelles dans le but d'aider le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à s'acquitter de son mandat.

Le SCC a assuré la prise en charge et la garde des délinquants condamnés à une peine de deux ans ou plus, a mené des interventions correctionnelles pour modifier les comportements des délinquants et a exercé une surveillance des délinquants dans la collectivité pour favoriser davantage leur réadaptation et leur réinsertion sociale. Les résultats du SCC en 2019-2020 peuvent être répartis en quatre principales catégories : la gestion de la population, les délinquants autochtones, la santé mentale et le bien-être du personnel.

**Aux termes de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, les tâches suivantes incombent au SCC :**

- a) la prise en charge et la garde des détenus;
- b) la mise sur pied de programmes contribuant à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale;
- c) la préparation des détenus à leur libération;
- d) la supervision à l'égard des mises en liberté conditionnelle ou d'office et la surveillance de longue durée de délinquants;
- e) la mise en œuvre d'un programme d'éducation publique sur ses activités.

### Gestion de la population

En 2019-2020, le SCC a géré quotidiennement, en moyenne, 23 309 délinquants. De ce nombre, 13 932 étaient incarcérés et 9 377 faisaient l'objet d'une surveillance dans la collectivité. Par rapport à la population en 2014-2015<sup>1</sup>, le nombre de délinquants incarcérés a diminué de 7 %, tandis que le nombre de délinquants faisant l'objet d'une surveillance dans la collectivité a augmenté de 19 %. La population décroissante de délinquants incarcérés et la population croissante de délinquants sous surveillance dans la collectivité sont des tendances globales qui sont généralement demeurées constantes au cours de cette période. La gestion de la population de délinquants constitue un défi, puisque de nombreux délinquants ont des antécédents importants de violence et de crimes violents, ont des troubles de santé mentale, ont vécu des traumatismes intergénérationnels ou sont affiliés à des groupes menaçant la sécurité.

Afin de s'assurer que tous les employés qui travaillent avec les délinquants possèdent les connaissances, la formation et les compétences nécessaires pour gérer efficacement une population diversifiée de délinquants ayant des besoins multiples, le SCC offre une formation obligatoire (formation ponctuelle et perfectionnement continu) qui cible des domaines essentiels comme la santé mentale, le suicide et l'intervention en cas d'automutilation. De plus, le personnel de première ligne clé reçoit une formation approfondie (p. ex. Programme de formation des agents correctionnels, formation

<sup>1</sup> Il y avait 22 928 délinquants en tout, 15 044 incarcérés et 7 884 sous surveillance dans la collectivité.

initiale des agents de libération conditionnelle) qui est complétée par un perfectionnement continu annuel ou biennal visant à enrichir les connaissances actuelles et à tenir compte des nouvelles tendances.

Durant l'exercice visé par le rapport, le SCC a éliminé l'isolement préventif et l'isolement disciplinaire au sein du système correctionnel fédéral et l'a remplacé par l'unité d'intervention structurée (UIS), un modèle de rechange pour les détenus qui ne peuvent être gérés de manière sécuritaire au sein de la population carcérale régulière. Le nouveau modèle des UIS est conçu pour permettre aux délinquants de bénéficier d'interventions, de programmes et de soins de santé structurés dans un environnement sûr et sécuritaire, qui tiennent compte de leurs risques et qui répondent à leurs besoins tout en améliorant la sécurité dans les établissements. Il s'agit d'une initiative historique qui montre clairement l'engagement du SCC à améliorer les résultats correctionnels.

À la fin de l'exercice visé par le rapport, la pandémie de COVID-19 a touché de nombreux pays, y compris le Canada. Le SCC a pris les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des membres de son personnel et des délinquants, et a réduit la propagation de la COVID-19 dans les établissements fédéraux. Pour ce faire, le Service a mis à la disposition de tous de l'équipement de protection individuelle, a offert des services de santé, y compris en santé mentale, a amélioré les procédures de nettoyage et a suspendu temporairement les visites, les permissions de sortir, les placements à l'extérieur, les programmes correctionnels en groupe ainsi que tous les transfèrements interrégionaux et internationaux. L'incidence réelle de ces mesures et d'autres initiatives en lien avec la progression de la pandémie seront présentées dans le Rapport sur les résultats ministériels du prochain exercice.

### **Délinquants autochtones**

Conscient des besoins culturels et spirituels propres aux délinquants autochtones, le SCC a adopté officiellement le Plan national relatif aux Autochtones et poursuivi sa mise en œuvre afin d'orienter ses programmes et ses activités. Le SCC a obtenu des résultats positifs pour différents résultats correctionnels liés aux délinquants autochtones :

- 95,2 % des délinquants autochtones ont réussi leur transition vers un niveau de sécurité inférieur;
- 96,3 % des délinquants ont réussi leur transfèrement vers un pavillon de ressourcement;
- 91,2 % des délinquants autochtones souhaitant suivre un cheminement de guérison traditionnel ont fait l'objet d'une évaluation par un Aîné.

### **Santé mentale**

Orienté par sa Stratégie globale en matière de santé mentale, le SCC a mené des activités de dépistage des troubles mentaux à l'évaluation initiale, a offert des soins de santé mentale primaires et intermédiaires et des services psychiatriques auprès des

## Résultats : ce que nous avons accompli

### Responsabilité essentielle 1 : Prise en charge et garde

#### Description

Le SCC s'assure de la sécurité et du traitement humain des détenus, et répond à leurs besoins quotidiens, comme l'alimentation, les vêtements, le logement, les services de santé mentale et les soins de santé. Cela comprend aussi les mesures de sécurité en établissement, comme la répression des drogues, et les mesures de contrôle appropriées pour prévenir les incidents.

#### Résultats

Le présent exercice a marqué le début d'une ère de transformation des services correctionnels fédéraux canadiens avec la mise en place, en vertu de la loi<sup>2</sup>, des unités d'intervention structurée (UIS). L'isolement préventif et l'isolement disciplinaire ont été éliminés et un nouveau modèle correctionnel a été adopté, lequel prévoit le recours aux UIS pour les délinquants qui ne peuvent être gérés en toute sécurité au sein de la population carcérale régulière. Les UIS sont conçues pour aider à répondre aux besoins des délinquants et à gérer les risques qu'ils présentent, de même qu'à réduire le nombre d'incidents de sûreté et de sécurité dans les établissements. Le modèle des UIS offre aux délinquants l'accès à des interventions structurées, à des programmes et à des soins de santé dans un environnement sûr et sécuritaire. Le modèle pour femmes prévoit une UIS dans l'Unité de garde en milieu fermé et un Environnement de soutien accru (ESA) au sein de la population régulière, tous deux axés sur la prestation d'interventions tenant compte des facteurs de risque et visant à répondre à leurs besoins particuliers. Les UIS ont été mises en œuvre à la fin de novembre 2019, de sorte qu'à la fin de la période visée par les rapports, elles n'étaient en fonction que depuis quatre mois. Nous savons maintenant qu'il y a eu des défis associés à la collecte de données au début de la période de mise en œuvre. Ces données sont nécessaires pour déterminer les niveaux de progrès sur une multitude de mesures du rendement. Le SCC s'efforce actuellement à résoudre le problème.

La législation est venue confirmer l'importance des soins axés sur le patient et de l'indépendance clinique. Elle permet au SCC de désigner un établissement, ou des parties d'un établissement, à titre d'unité de soins de santé assortie de critères d'admission et de congé cliniques, d'appuyer la défense des droits des patients, ainsi que de définir les exigences relatives aux évaluations de la santé mentale à l'admission, aux contrôles de la qualité des soins et aux changements en matière de santé à

---

<sup>2</sup> Le 21 juin 2019, le projet de loi C-83, la *Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et une autre loi*, a reçu la sanction royale.

apporter au processus de règlement des griefs. La transition dans la prestation de services de santé s'échelonna sur cinq ans et se terminera en 2024.

Les résultats positifs obtenus au chapitre des services correctionnels pour Autochtones témoignent des efforts déployés par le SCC afin de préparer les délinquants autochtones à leur mise en liberté au moyen d'une approche ciblée adaptée aux délinquants admissibles purgeant des peines plus courtes, qui est adoptée dès la prise en charge et se poursuit pendant la durée de leurs peines. Suivant la mise en œuvre de 2017-2018 du modèle des centres d'intervention pour Autochtones<sup>3</sup>, de même que l'adoption officielle et la mise en œuvre continue du Plan national relatif aux Autochtones cette année, les résultats obtenus par le SCC continuent de démontrer une amélioration, c'est-à-dire que 78,7 % des délinquants autochtones n'ont pas été réincarcérés dans un établissement fédéral pour une nouvelle peine dans les cinq années qui ont suivi la date d'expiration de leur peine. Ce résultat s'est généralement amélioré au cours des cinq dernières années, comparativement à 75,4 % en 2014-2015.

L'approche coordonnée du SCC visant à prévenir la consommation de drogues, à traiter les troubles de l'usage de substances et à réduire l'introduction et la distribution de drogues illicites a néanmoins connu un certain succès. Le SCC a augmenté le nombre de traitements par agonistes opioïdes (TAO) offerts aux délinquants partout au pays, permettant ainsi à 2 155 patients de bénéficier de ce traitement, ce qui représente une augmentation de 48 % au cours de la période de 12 mois. Tout comme d'autres systèmes de santé au Canada, le SCC a des listes d'attente pour ce traitement. Pour atténuer le risque d'attendre un traitement, le SCC accorde la priorité à la prestation de services de TAO en fonction d'une évaluation des besoins.

En juin 2018, le SCC a commencé à mettre en œuvre le Programme d'échange de seringues dans les prisons (PESP) dans les établissements fédéraux partout au pays afin d'aider à prévenir le partage d'aiguilles entre délinquants, empêchant ainsi la propagation de maladies infectieuses.

Au cours de l'exercice visé, le SCC a continué de s'efforcer à améliorer et à maintenir la communication concernant l'introduction d'objets interdits et les menaces qui y sont associées. L'évaluation et l'introduction de nouvelles technologies pour accroître sa capacité à cibler les nouvelles drogues continueront de faire partie des activités du SCC durant les prochains exercices.

Parmi les résultats positifs obtenus au cours de l'exercice visé, notons le taux de griefs déposés par les détenus et maintenus par tranche de 1 000 délinquants sous

---

<sup>3</sup> Le modèle des centres d'intervention pour Autochtones adopté en 2017-2018 permet aux délinquants autochtones d'accéder plus rapidement à des programmes correctionnels adaptés à leur culture. Ils peuvent ainsi bénéficier de la participation à ces programmes dès l'admission. Le modèle leur donne plus rapidement accès à d'autres possibilités, y compris des placements à l'extérieur, une libération conditionnelle, un transfèrement vers un pavillon de ressourcement et le processus complet de planification prévu à l'article 84.



responsabilité fédérale et le faible taux d'évasions d'un établissement fédéral (0,87 par 1 000 délinquants). Les objectifs ont été atteints en ce qui a trait aux résultats liés aux taux de transitions vers un niveau de sécurité supérieur par tranche de 1 000 délinquants sous responsabilité fédérale.

Un financement a été mis en place pour combler les lacunes liées aux ressources et aux services afin de répondre aux besoins des délinquants en matière de santé mentale. À mesure que le financement sera entièrement déployé d'ici 2023-2024, le SCC s'attend à atteindre les objectifs fixés en ce qui concerne les services de santé, y compris les évaluations de l'état de santé à l'admission et la prestation de ces services dans les UIS.

Les résultats quant au taux d'incidents de sécurité graves et au taux d'incidents de sécurité à tous les niveaux ont dépassé les objectifs établis. De multiples facteurs ont contribué à ces résultats. Les établissements du SCC, bien qu'ils soient dans une certaine mesure séparés des collectivités canadiennes, ne sont pas isolés d'elles. Tout comme les répercussions de la crise nationale des opioïdes sur les collectivités se font sentir dans les établissements du SCC, la prolifération des gangs et du crime organisé et leur propension à recourir à la violence dans les collectivités ont des répercussions dans les établissements. Il convient de souligner que « les taux globaux de criminalité au Canada sont largement inférieurs à ce qu'ils étaient il y a quelques décennies, mais les homicides, les crimes commis à l'aide d'armes à feu et les activités des gangs n'ont cessé d'augmenter. Le nombre d'homicides commis à l'aide d'armes à feu a presque doublé au cours des quatre dernières années, et plus de la moitié d'entre eux sont associés aux gangs<sup>4</sup> ».

En outre, certains délinquants qui se retrouvent sous la responsabilité du SCC souffrent de graves problèmes de santé mentale, et d'autres maladies et infections, comme l'hépatite C et le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), ainsi que des troubles de santé mentale. Environ la moitié de tous les incidents d'agression ou de violence concernaient des délinquants ayant un besoin de santé mentale identifié, sans différence perceptible entre leur rôle d'instigateurs ou de victimes. Les taux d'hépatite C et du VIH, qui continuent d'être plus élevés dans les établissements fédéraux que dans la population canadienne en général, sont grandement corrélés avec les troubles de l'usage d'une substance et les troubles de la santé mentale.

Les résultats liés aux incidents graves de sécurité et de sûreté peuvent donc s'expliquer en partie par l'augmentation du nombre de populations incompatibles qui influent sur la sûreté et la sécurité des établissements, les complexités liées à l'identification des groupes menaçant la sécurité et de leurs associés, ainsi que le taux accru d'incidents liés aux drogues. La population de délinquants du SCC est caractérisée par des facteurs de risque et des besoins très élevés. Les UIS, qui mettent l'accent sur la

---

<sup>4</sup> <https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/nouvelles/2018/03/le-ministregoodale-demande-des-mesures-concertees-pour-combattre-la-violence-liee-aux-armes-a-feu-criminelles-et-aux-gangs.html>

# Correctional Service Canada

2020–21

## **Departmental Plan**

---

The Honourable William Sterling Blair, P.C., C.O.M., M.P.  
Minister of Public Safety and Emergency Preparedness

## From the Minister

As Canada's Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, it is my pleasure to present to Parliament the Departmental Plan (DP) for 2020–21 as prepared by the Correctional Service of Canada (CSC).

To help Canadians better understand how our business contributes to public safety, the DP provides information on CSC's plans and expected target results for the next three years. It informs Parliament and Canadians how we will fulfill our departmental mandate commitments and contribute to governmental priorities.



*An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act and another Act* received Royal Assent last year. Several measures, activities and initiatives are already being implemented; this work will continue over the next five years. One key initiative enabled by this legislation is structured intervention units (SIUs), which were launched on November 30, 2019. This new correctional model, through SIUs and health-service related provisions, introduces important reforms that will guide our work with inmates who cannot be safely managed within a mainstream inmate population. CSC is enhancing interventions and programming available to those in their care and custody, while ensuring institutions provide a safe and secure environment conducive to inmate rehabilitation, staff safety, and the protection of the public.

The new correctional model better supports offenders' health and mental health needs. It also affirms CSC's support for the professional autonomy and the clinical independence of registered health care professionals. Funding associated with the Act provides additional health professional resources to support integrated health care and the early assessment and diagnosis of mental illness. Collectively, this will contribute to offenders' health, rehabilitation, and safe reintegration into the community.

Addressing the needs of Indigenous Peoples in the criminal justice system is an ongoing priority for the coming year. CSC's specialized, targeted programs support effective rehabilitation and safe reintegration of Indigenous offenders.

Employee wellbeing remains an important area of focus. CSC is implementing three pillars of activities – Prevention, Resolution, and Restoration – as the foundation of its mental health and staff wellbeing strategy. The Respectful Workplace Campaign will enter its third year providing tools and strategies to ensure the workplace is safe, respectful, and a supportive environment for all employees.

## Plans at a glance

The Correctional Service of Canada (CSC) will support the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness as he delivers on key components of his mandate in fiscal year 2020–21. Aligned with CSC’s corporate priorities, and supporting the Minister’s mandate, this plan focuses on offender population management, the safe and effective implementation of structured intervention units, Indigenous offenders, mental health, and staff wellbeing.

CSC administers court-imposed sentences of adult offenders sentenced to two years or more. The department is geographically dispersed across the country and is responsible for managing 43 institutions, 14 community correctional centres, and 92 parole and sub-parole offices.

**In accordance with its enabling legislation, the Corrections and Conditional Release Act, s.5, CSC is responsible for:**

- a) The care and custody of inmates
- b) The provision of programs that contribute to the rehabilitation of offenders and to their successful reintegration into the community
- c) The preparation of inmates for release
- d) Parole, statutory release supervision and long-term supervision of offenders
- e) Maintaining a program of public education about the operations of the Service

On a typical day in 2018–19, CSC managed 23,269 offenders (13,996 incarcerated and 9,273 supervised in the community), many of whom have extensive histories of violence and violent crimes, previous youth and adult convictions, and affiliations with security-threat groups. As well, the offender population has a high rate of mental health disorders, addictions, and infections including Hepatitis C Virus (HCV) and Human Immunodeficiency Virus (HIV). This population contains an increased number of women offenders, a disproportionate representation of Indigenous offenders (compared to their representation in the Canadian population), a growing number of offenders who identify as members of an ethnic minority, and an aging population. To safely manage and reintegrate this population into the community as law-abiding citizens, CSC offers programs, health services, spiritual services, education, and vocational opportunities, while operating with a great degree of adaptability, flexibility, rigour, gender responsiveness and cultural competency.

### Population Management

In order to meet the needs of all offenders, including the particular needs of women offenders, Indigenous people, and others, CSC develops, implements, monitors, and reviews correctional policies, programs, practices, and interventions to ensure they respect gender, ethnicity, cultural and linguistic differences.

### Structured Intervention Units

On June 21, 2019, Bill C-83, *An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act and another Act* received Royal Assent. Important amendments in this Bill eliminated administrative

and disciplinary segregation, and introduced a new correctional model that makes use of structured intervention units (SIUs) for inmates who cannot be managed safely within a mainstream population.

Prior to opening the first SIU, CSC invested months in preparation that included staff recruitment and training, program development and structural changes in institutions. CSC launched SIUs on November 30, 2019. CSC is planning a five-year ramp-up period to ensure SIU implementation results in a fully mature and effective model.

### **Indigenous Offenders**

The percentage of Indigenous offenders admitted to federal custody<sup>1</sup> continues to be proportionally higher than their representation in the Canadian population. Therefore, providing effective, culturally appropriate interventions and reintegration support for Indigenous offenders remains one of CSC's key corporate priorities.

CSC will monitor the impact of the National Indigenous Plan<sup>2</sup>, including that of Indigenous Intervention Centres on Indigenous men and women, and make adjustments where necessary in order to enhance existing culturally appropriate correctional environments within its facilities. CSC will continue building partnerships with Indigenous organizations and communities to facilitate and support the conditional release of Indigenous offenders, and to strengthen the interventions, correctional policies, programs, and operations designed to support them.

### **Mental Health**

CSC's offender population is characterized by a high rate of mental health needs and problematic substance use. CSC will continue to undertake initiatives to support offenders with problematic substance use needs and promote a system-wide approach to this population.

CSC monitors the results of the intermediate mental health units and makes appropriate/necessary adjustments. These units enable CSC to meet the needs of inmates identified as presenting moderate impairment or significant mental health symptoms, who require more services than can be offered through primary care but do not require 24-hour care (i.e., harm reduction initiatives).

In response to the coming into force of Bill C-83, *An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act and another Act*, CSC will strengthen professional autonomy and the clinical independence of registered health care professionals, improve patient advocacy, and

---

<sup>1</sup> There were 26.9% of warrant of committal admissions in 2018–19, which is up from 23.6% in 2014–15.

<sup>2</sup> The National Indigenous Plan is the foundation and collective renewal of CSC's work for Indigenous offenders. The Plan focuses on an Indigenous-first approach, specifically in the areas of case management through an Indigenous lens, active engagement with Indigenous communities, and the creation of Indigenous Intervention Centres.

## Core responsibilities: planned results and resources, and key risks

This section contains detailed information on the department’s planned results and resources for each of its core responsibilities. It also contains information on key risks related to achieving those results.

### Core Responsibility 1: Care and Custody

#### Description

CSC provides for the safety, security and humane care of inmates, including day-to-day needs of inmates such as food, clothing, accommodation, mental health services, and physical health care. It also includes security measures within institutions such as drug interdiction, and appropriate control practices to prevent incidents.

#### Planning highlights

The safety and security of the public, victims, staff and offenders in institutions and in the community is a priority for CSC. CSC will support effective decision making with proactive intelligence, and will review and enhance policies and procedures to increase the efficiency and effectiveness of these functions. CSC will implement and monitor commitments arising from audits, evaluations and investigations.

In an effort to prevent, disrupt and investigate criminal activities, CSC will reinforce and formalize key public safety partnerships at the national, regional and local levels. In support of its preventive security and intelligence functions, CSC will implement and assess technologies such as the Electronic Statement Observation Report, Secure Web Intelligence Forms Tool, and technologies to deter drone and cell phone activities. CSC will continue to gather and share information and intelligence with public safety partners to manage radicalized offenders and to prevent radicalization.

On June 21, 2019, Bill C-83, *An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act and another Act* received Royal Assent. The amendments to the *Corrections and Conditional Release Act* (CCRA) in this Bill eliminated administrative and disciplinary segregation, and introduced a new correctional model that includes the use of structured intervention units (SIUs) for inmates who cannot be managed safely within a mainstream population.

The new SIU model, launched on November 30, 2019, is a transformative initiative, which has significant impacts on CSC’s operations and work with offenders. Structured interventions, programming and health care are available to inmates in a safe and secure environment to address their specific risks and needs, and thus reduce institutional incidents.

#### Corporate Risk #1

There is a risk that CSC will not be able to maintain required levels of operational safety and security in institutions and in the community.

CSC will monitor the use of SIUs to ensure they are safe and effective and will work with offenders in SIUs as they undertake the necessary steps to return to – and remain in – the mainstream population. The Internal Audit group will continue to perform various assurance and/or consulting engagements in order to provide timely advice to management.

The opioid crisis continues to be a challenge for CSC. To respond to challenges in preventing the entry of and detecting contraband, especially drugs, CSC will maximize the use of Detector Dog Teams through optimal deployments and performance measures, and will update the Urinalysis Panel to reflect evolving substance use trends. CSC will adapt, assess and implement emerging security-related technologies in response to the evolving correctional environment by updating Ion Scanners, as well as assessing drone and cell phone detection tools. CSC will align its national drug strategy with the four pillars identified in Canada’s National Drug and Substances Strategy: Prevention, Treatment, Harm Reduction, and Enforcement. CSC will continue to provide take-home naloxone kits for inmates on discharge, increase access to naloxone within institutions, prevent fatal overdose through overdose prevention services, increase the number of inmates on opioid agonist treatment (OAT), and decrease the spread of infectious diseases through access to prison needle exchanges.

In order to ensure efficient and effective health care services to offenders, CSC will strengthen the professional autonomy and clinical independence of registered health care professionals, and improve patient advocacy. CSC will improve the health services available through an emphasis on early assessment, diagnosis and diversion to appropriate pathways of care. CSC will also prioritize infectious disease prevention, harm reduction and treatment, and will focus on strengthening treatment options for offenders with substance use disorders.

CSC will ensure offenders' dietary needs are met in accordance with the Canada Food Guide while providing therapeutic diets, and respecting both diets of conscience, and religious diets. CSC will also ensure consistent use of the Food Services Information Management System at Food Production Centers and Finishing Kitchens.

CSC will strengthen the management of facilities through improved governance, processes, and information systems. CSC will implement its 2020–25 Accommodation Plan, including maintaining and improving the condition of its physical infrastructure in accordance with its 2020–25 Investment Plan.

Following its National Governance Model for the provision of maintenance, CSC will expand the use of regional service contracts for facilities management, and will continue the implementation of the Computerized Maintenance Management System (CMMS) to ensure necessary maintenance is regularly scheduled and completed at all sites. As well, CSC will review and implement facilities-management-specific training requirements to meet environmental program compliance in accordance with federal regulations.

## United Nations’ (UN) 2030 Agenda for Sustainable Development and the UN Sustainable Development Goals (SDGs)

CSC will continue to implement its [2018–20 Sustainable Development Strategy](#) in order to meet the targets that have not been achieved within the proposed timelines and also carry out additional environmental initiatives that contribute to the commitments outlined in the Treasury Board Secretariat’s Greening Government Strategy.

### Planned results for Core Responsibility 1: Care and Custody

| Departmental result              | Departmental result indicator   | Target <sup>3</sup>          | Date to achieve target | 2016–17 actual result | 2017–18 actual result | 2018–19 actual result |
|----------------------------------|---|------------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Institutions are safe and secure | Rate of non-natural and undetermined offender deaths in custody per 1,000 offenders (Objective: Zero) <sup>4</sup>                      | 0.95 – 1.26                  | 2021-03-31             | 0.64                  | 1.06                  | 1.34                  |
|                                  | Rate of escapes from federal correctional institutions and Section 81 Healing Lodges per 1,000 offenders (Objective: Zero) <sup>5</sup> | New indicator for FY 2020–21 | 2021-03-31             | Not available         | Not available         | Not available         |
|                                  | Rate of serious incidents per 1,000 offenders   | 16.9 – 18.6                  | 2021-03-31             | 19.4                  | 21.9                  | 21.1                  |

<sup>3</sup> Targets are established through the statistical analysis of historical data and a review of factors within the operational context. The methodology ensures that what is anticipated as a performance range (target) is objective and reflective of changes within the operational context. Unless indicator definitions change, or data issues arise, targets are normally subject to a major review once every three years. Some results may have been impacted by ongoing changes within the offender population; CSC is currently exploring the need to modernize its target-setting methodology.

<sup>4</sup> When dealing with deaths in custody, escapes, or drugs in institutions, CSC’s objective is zero. It is necessary, however, to put that objective in the context of reality, therefore, CSC’s results will be compared to the anticipated range, as this range fully considers the reality of CSC’s past and current operational context.

<sup>5</sup> The addition of Section 81 Healing Lodges to this indicator makes it new for FY 2020–21. It replaces “Rate of escapes per 1,000 offenders (Objective: Zero)”.



|  |  |                              |               |               |               |               |
|--|--|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|  | in federal custody   |                              |               |               |               |               |
| Inmates are managed in a humane manner | Of the inmates identified as having a mental health need, the percentage who received mental health treatment <sup>6</sup> | 90%                          | 2021-03-31    | Not available | 95.8%         | 95.1%         |
|  | Percentage of newly admitted offenders receiving health assessments at intake  | 95% – 100%                   | 2021-03-31    | 98.7%         | 95.7%         | 95.1%         |
|  | Rate of upheld inmate grievances per 1,000 offenders in federal custody  | 70.7 – 94.7                  | 2021-03-31    | 75.9          | 75.0          | 62.5          |
|  | Maintain Health Services Accreditation   | Maintain Accreditation       | 2021-03-31    | Accredited    | Accredited    | Accredited    |
|  | Median number of days spent in a structured intervention unit (SIU) within the fiscal year <sup>7</sup>                    | New indicator for FY 2020–21 | Not available | Not available | Not available | Not available |
|  | Percentage of successful transfers out of a structured intervention unit (SIU) within the fiscal year                      | New indicator for FY 2020–21 | Not available | Not available | Not available | Not available |

<sup>6</sup> All offenders identified as having a significant mental health need are meant to receive mental health treatment, however offenders must consent and have the right to refuse treatment. The 90% target may also account for those offenders for which a need was identified at the end of the reporting period and for which there was insufficient time to provide treatment. In the latter cases, this would be reported on in the following year.

<sup>7</sup> The introduction of structured intervention units is rooted in Bill C-83. They are a completely new and innovative correctional model for which no data exist. Therefore, there are no historical results and no basis on which to develop a realistic target.

---

|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
|  | (successful if the inmate remains in general population for a period of 120 days) <sup>8</sup> |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|

Financial, human resources and performance information for the CSC's program inventory is available on [CSC's website](#) and in the [GC InfoBase](#).<sup>1</sup>

---

<sup>8</sup> The introduction of structured intervention units (SIUs) is rooted in Bill C-83. They are a completely new and innovative correctional model for which no data exist. Therefore, there are no historical results and no basis on which to develop a realistic target.

# Service correctionnel du Canada

2020-2021

## **Plan ministériel**

---

L'honorable William Sterling Blair, C.P., C.O.M., député  
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile

## De la part du ministre

À titre de ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada, je suis heureux de présenter au Parlement le Plan ministériel 2020-2021 préparé par le Service correctionnel du Canada (SCC).

Pour aider les Canadiens à mieux comprendre comment nos activités contribuent à la sécurité publique, le Plan ministériel fournit de l'information sur les plans et les résultats attendus du SCC pour les trois prochains exercices. Il informe les parlementaires et les Canadiens de la façon dont nous réaliserons nos engagements dans le cadre du mandat ministériel et contribuerons aux priorités du gouvernement.



*La Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et une autre loi* a reçu la sanction royale l'année dernière. Plusieurs mesures, activités et initiatives sont actuellement mises en œuvre; les travaux se poursuivront au cours des cinq prochaines années. Les unités d'intervention structurée (UIS), qui ont été mises en place le 30 novembre 2019, constituent l'une des principales initiatives découlant de cette loi. Ce nouveau modèle correctionnel donne lieu à d'importantes réformes qui orienteront nos travaux auprès des détenus qui ne peuvent être gérés en toute sécurité dans une population carcérale régulière, et ce, par l'entremise des dispositions concernant les UIS et les services de santé. Le SCC améliore les interventions et les programmes offerts aux personnes dont il est responsable, tout en s'assurant que les établissements fournissent un milieu sûr propice à la réhabilitation des détenus, à la sécurité du personnel et à la protection du public.

Le nouveau modèle correctionnel permet de mieux répondre aux besoins en santé et en santé mentale des délinquants. Il confirme également le soutien du SCC à l'autonomie professionnelle et l'indépendance clinique des professionnels de la santé agréés. Le financement découlant de la Loi fournira des ressources professionnelles supplémentaires en santé, en vue d'offrir des soins de santé intégrés ainsi qu'une évaluation et un diagnostic précoces de la maladie mentale. Collectivement, ces mesures contribueront à la santé des délinquants ainsi qu'à leur réadaptation et à leur réinsertion sociale en toute sécurité.

Répondre aux besoins des Autochtones dans le système de justice pénale demeure une priorité pour la prochaine année. Les programmes spécialisés et ciblés du SCC favorisent la réadaptation efficace et la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants autochtones.

Le mieux-être des employés demeure un domaine d'intérêt important. Le SCC s'affaire à mettre en œuvre des activités reposant sur trois piliers, soit la prévention, la résolution et le rétablissement, qui jetteront les bases de sa stratégie de santé mentale et de bien-être des employés. La Campagne pour un milieu de travail respectueux en sera bientôt à sa troisième

et examine les politiques, les pratiques, les interventions et les programmes correctionnels pour faire en sorte qu'ils respectent les différences entre les sexes de même que les différences ethniques, culturelles et linguistiques.

### **Unités d'intervention structurée**

Le 21 juin 2019, le projet de loi C-83, *Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et une autre loi*, a reçu la sanction royale. Les modifications importantes prévues dans ce projet de loi ont entraîné l'élimination de l'isolement préventif et disciplinaire et l'introduction d'un nouveau modèle correctionnel, ce qui comprend le recours à des unités d'intervention structurée (UIS) pour les détenus qui ne peuvent être gérés en toute sécurité au sein d'une population carcérale régulière.

Avant l'ouverture de la première UIS, le SCC a investi des mois à se préparer, notamment à recruter et à former du personnel, à élaborer des programmes et à apporter des changements structurels dans les établissements. Les UIS ont été lancées au sein du SCC le 30 novembre 2019. Le Service continuera de travailler au cours de la période de transition planifiée de cinq ans pour s'assurer que la mise en œuvre des UIS se traduit par un modèle pleinement mature et efficace.

### **Délinquants autochtones**

Le pourcentage de délinquants autochtones admis dans un établissement fédéral<sup>1</sup> continue d'être proportionnellement plus élevé que leur représentation dans la population canadienne. Par conséquent, la prestation d'interventions efficaces et adaptées sur le plan culturel ainsi que d'un soutien à la réinsertion sociale aux délinquants autochtones demeure l'une des principales priorités du SCC.

Le SCC fera le suivi de l'incidence du Plan national relatif aux Autochtones<sup>2</sup>, y compris celle des centres d'intervention pour Autochtones (CIA) sur les hommes et les femmes autochtones et apportera les changements nécessaires afin d'améliorer les milieux correctionnels adaptés à la culture qui ont été mis en place dans ses établissements. De plus, le SCC continuera d'établir des partenariats avec les collectivités autochtones afin de faciliter et d'appuyer la mise en liberté sous condition des délinquants autochtones et de renforcer les interventions ainsi que les politiques, les activités et les programmes correctionnels qui visent à leur apporter un soutien.

---

<sup>1</sup> Il y a eu 26,9 % des admissions en vertu d'un mandat de dépôt en 2018-2019, une augmentation par rapport à 23,6 % en 2014-2015.

<sup>2</sup> Le Plan national relatif aux Autochtones est le fondement et le renouvellement collectif du travail du SCC pour les délinquants autochtones. Le Plan met l'accent sur une approche axée sur les Autochtones, en particulier dans les domaines de la gestion des cas à travers une optique autochtone, un engagement actif avec les communautés autochtones et la création de Centres d'intervention autochtones.

## Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques

Cette section contient des renseignements détaillés sur les ressources et les résultats prévus du Ministère pour chacune de ses responsabilités essentielles. Elle contient également des renseignements sur les principaux risques liés à l'atteinte de ces résultats.

### Responsabilité essentielle 1 : Prise en charge et garde

#### Description

Le SCC s'assure de la sécurité et du traitement humain des détenus, et répond à leurs besoins quotidiens, comme l'alimentation, les vêtements, le logement, les services de santé mentale et les soins de santé. Cela comprend aussi les mesures de sécurité en établissement, comme la répression des drogues, et les mesures de contrôle appropriées pour prévenir les incidents.

#### Faits saillants de la planification

La sécurité des membres du public, y compris des victimes, du personnel et des délinquants dans nos établissements et dans la collectivité est une priorité pour le SCC. Le Service appuiera la prise de décisions efficace au moyen d'une collecte proactive de renseignements et examinera et améliorera les politiques et les procédures afin d'accroître l'efficacité et l'efficacités de ces fonctions. Il mettra en œuvre et surveillera les engagements issus des audits, des évaluations et des enquêtes.

**Risque organisationnel n°1**  
Il y a un risque que le SCC ne puisse assurer les niveaux de sécurité opérationnels requis en établissement et dans la collectivité.

Afin de prévenir et de perturber les activités criminelles et de mener des enquêtes à leur sujet, le SCC renforcera et officialisera les principaux partenariats en matière de sécurité publique à l'échelle nationale, régionale et locale. Pour soutenir ses fonctions de sécurité préventive et du renseignement, le SCC mettra en œuvre et évaluera des technologies, comme le Rapport d'observation ou de déclaration électronique, l'outil de formulaires sécurisés du renseignement de sécurité (SWIFT), ainsi que des technologies visant à prévenir l'utilisation de drones et de téléphones cellulaires. Le SCC continuera de recueillir de l'information et des renseignements et de les communiquer aux partenaires de la sécurité publique afin de gérer les délinquants radicalisés et de prévenir la radicalisation.

Le 21 juin 2019, le projet de loi C-83, *Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et une autre loi*, a reçu la sanction royale. Les modifications apportées à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC) à la suite de l'adoption de ce projet de loi ont entraîné l'élimination de l'isolement préventif et disciplinaire et l'introduction d'un nouveau modèle correctionnel qui comprend le recours aux unités d'intervention structurée (UIS) pour les détenus qui ne peuvent être gérés en toute sécurité dans une population carcérale régulière.

Le nouveau modèle d'UIS, lancé le 30 novembre 2019, est une initiative de transformation qui a des répercussions importantes sur les activités du SCC et le travail auprès des délinquants. On a recours à des interventions structurées, à des programmes et à des soins de santé pour aborder les risques et les besoins particuliers des détenus dans un environnement sûr et sécuritaire, et ainsi réduire les incidents en établissement.

Le SCC surveillera le recours aux UIS afin de s'assurer qu'elles sont sécuritaires et efficaces et travaillera auprès des délinquants dans les UIS alors qu'ils prennent les mesures nécessaires pour réintégrer la population carcérale régulière et y rester. Les responsables de l'Audit interne continueront d'accomplir des missions d'assurance et/ou de consultation afin de fournir des conseils opportuns à la direction.

La crise des opioïdes continue de poser un défi au SCC. Pour relever les défis que représente la prévention de l'introduction d'objets interdits, particulièrement de drogues, et la détection de ces objets, le SCC maximisera le recours aux équipes de chiens détecteurs en optimisant les déploiements et en mesurant le rendement, et informera le groupe responsable des analyses d'urine des nouvelles tendances en matière de toxicomanie. Le SCC adaptera, évaluera et mettra en œuvre de nouvelles technologies en matière de sécurité en réponse à l'environnement correctionnel changeant, notamment par la mise à jour des détecteurs ioniques en plus de l'évaluation des outils de détection des drones et des téléphones cellulaires. Le SCC harmonisera sa stratégie nationale antidrogue avec les quatre piliers définis dans la Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances : la prévention, le traitement, la réduction des méfaits et l'application de la loi. Le SCC continuera de fournir des trousse de naloxone à rapporter à la maison aux détenus mis en liberté, favorisera l'accès à de la naloxone au sein des établissements, préviendra les surdoses mortelles en offrant des services de prévention des surdoses, augmentera le nombre de détenus suivant un traitement par agonistes aux opioïdes (TAO) et diminuera la propagation de maladies infectieuses en offrant un programme d'échange de seringues dans les prisons.

Pour assurer la prestation de services de soins de santé efficaces et efficaces aux délinquants, le SCC renforcera l'autonomie professionnelle et l'indépendance clinique des professionnels de la santé agréés et améliorera la défense des droits des patients. Le SCC augmentera également le nombre de services de santé offerts en mettant l'accent sur l'évaluation précoce, le diagnostic et l'aiguillage vers les soins appropriés. Le SCC accordera également la priorité à la prévention des maladies infectieuses, à la réduction des méfaits et au traitement et se concentrera sur l'amélioration des options de traitement pour les délinquants toxicomanes.

Le SCC s'assurera de répondre aux besoins alimentaires des détenus conformément aux recommandations du Guide alimentaire canadien tout en respectant les régimes alimentaires pour motifs de conscience ou religieux. Il veillera également à l'utilisation uniforme du Système de

gestion de l'information des services d'alimentation dans les centres de production des aliments et les cuisines de finition.

Le SCC renforcera la gestion des installations en améliorant la gouvernance, les processus et les systèmes d'information. Il mettra en œuvre son Plan de logement pour 2020-2025, lequel comprend le maintien et l'amélioration des conditions de son infrastructure physique conformément à son Plan d'investissement pour 2020-2025.

Conformément au modèle national de gouvernance sur la maintenance, le SCC élargira le recours à des ententes contractuelles régionales de service pour la gestion des installations et poursuivra la mise en œuvre du Système informatisé de gestion de l'entretien afin de garantir que la maintenance nécessaire est régulièrement prévue et effectuée dans toutes les unités opérationnelles. En outre, le SCC examinera et mettra en place des exigences de formation propres à la gestion des installations afin de respecter les exigences des programmes environnementaux conformément à la réglementation fédérale.

### **Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies (ONU)**

Le SCC poursuivra la mise en œuvre de sa [Stratégie de développement durable 2018-2020](#) afin d'atteindre les cibles qui n'ont pas été atteintes dans les délais proposés et de mener à bien d'autres initiatives environnementales qui contribuent aux engagements énoncés dans la Stratégie pour un gouvernement vert du Secrétariat du Conseil du Trésor.

#### Résultats prévus pour la responsabilité 1 : Prise en charge et garde

| Résultat ministériel                         | Indicateur de résultat ministériel  | Cible <sup>3</sup> | Date d'atteinte de la cible | Résultat réel 2016-2017 | Résultat réel 2017-2018 | Résultat réel 2018-2019 |
|--|---|--------------------|-----------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Les établissements sont sûrs et sécuritaires | Taux de décès en établissement engendrés par des causes non naturelles et indéterminées, par tranche de | 0,95 - 1,26        | 2021-03-31                  | 0,64                    | 1,06                    | 1,34                    |

<sup>3</sup> Les cibles sont établies au moyen d'une analyse statistique des données historiques et d'un examen des facteurs propres au contexte opérationnel. Cette méthode permet de s'assurer que les prévisions liées à la fourchette de rendement (objectif) sont objectives et reflètent les changements dans le contexte opérationnel. À moins que les définitions des indicateurs soient modifiées ou que des problèmes liés aux données soient soulevés, les cibles font normalement l'objet d'un examen exhaustif une fois tous les trois ans. Certains résultats peuvent avoir été touchés par des changements en cours au sein de la population de délinquants; le SCC étudie actuellement le besoin de moderniser sa méthodologie d'établissement des cibles.



|                                      |  |   |            |                |                |                |
|--------------------------------------|--|---|------------|----------------|----------------|----------------|
|                                      | 1 000 délinquants (objectif : zéro) <sup>4</sup>   |   |            |                |                |                |
|                                      | Taux d'évasions, des établissements correctionnels fédéraux et des pavillons de ressourcement visés à l'article 81 par tranche de 1 000 délinquants (objectif : zéro) <sup>5</sup> | Nouvel indicateur pour l'exercice 2020-2021 | 2021-03-31 | Non disponible | Non disponible | Non disponible |
|                                      | Taux d'incidents de graves dans les établissements correctionnels fédéraux, par tranche de 1 000 délinquants   | 16,9 - 18,6                                 | 2021-03-31 | 19,4           | 21,9           | 21,1           |
| Les détenus sont traités humainement | Des délinquants pour lesquels un besoin en santé mentale a été établi, le pourcentage ayant reçu des soins à ce sujet <sup>6</sup>   | 90 %  | 2021-03-31 | Non disponible | 95,8 %         | 95,1 %         |

<sup>4</sup> L'objectif du SCC est de n'avoir aucun cas de décès en établissement ou d'évasion ni aucune drogue dans les établissements. Il faut cependant tenir compte de la réalité. Par conséquent, les résultats du SCC seront comparés aux fourchettes prévues, puisque ces fourchettes tiennent pleinement compte de la réalité du contexte opérationnel passé et actuel du SCC.

<sup>5</sup> L'ajout des pavillons de ressourcement visés à l'article 81 à cet indicateur fait en sorte qu'il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2020-2021. Il remplace « Taux d'évasions par tranche de 1 000 délinquants (objectif : zéro) ».

<sup>6</sup> Tous les délinquants répertoriés comme ayant des besoins importants en santé mentale devraient recevoir des soins de santé mentale, mais ils doivent y consentir et ils ont le droit de refuser un traitement. La cible de 90 % peut aussi prendre en compte les délinquants chez qui un besoin a été répertorié à la fin de la période de déclaration, mais qui n'ont reçu aucun traitement en raison du manque de temps. Dans ces derniers cas, cette information serait communiquée l'année suivante.

|   |   |                |                |                |                |
|---|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Pourcentage de délinquants nouvellement admis dont l'état de santé a été évalué à l'admission   | 95 % - 100 %                                | 2021-03-31     | 98,7 %         | 95,7 %         | 95,1 %         |
| Taux de griefs déposés par les détenus et maintenus par 1 000 délinquants sous responsabilité fédérale  | 70,7 - 94,7                                 | 2021-03-31     | 75,9           | 75,0           | 62,5           |
| Conservation de l'agrément des Services de santé  | Conservation de l'agrément                  | 2021-03-31     | Agréé          | Agréé          | Agréé          |
| Nombre de jours médian dans les unités d'intervention structurée (UIS) au cours de l'année fiscale <sup>7</sup>   | Nouvel indicateur pour l'exercice 2020-2021 | Non disponible | Non disponible | Non disponible | Non disponible |
| Pourcentage de transferts réussis hors des unités d'intervention structurée (UIS) au cours de l'année fiscale (réussi si un(e) délinquant(e) demeure au sein de la population générale pour une période | Nouvel indicateur pour l'exercice 2020-2021 | Non disponible | Non disponible | Non disponible | Non disponible |

<sup>7</sup> La mise en œuvre des unités d'intervention structurée (UIS) découle du projet de loi C-83. Elles sont complètement nouvelles et font partie d'un modèle correctionnel novateur pour lequel aucune donnée n'existe. Par conséquent, il n'y a aucun résultat antérieur ni fondement permettant d'établir une cible réaliste.

|  |                                       |  |  |  |  |  |
|--|---------------------------------------|--|--|--|--|--|
|  | de 120 jours<br>ou plus) <sup>8</sup> |  |  |  |  |  |
|--|---------------------------------------|--|--|--|--|--|

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes du SCC sont accessibles sur le [site Web du SCC](#) et l'[InfoBase du GC](#)<sup>i</sup>.

---

<sup>8</sup> La mise en œuvre des unités d'intervention structurée (UIS) découle du projet de loi C-83. Elles sont complètement nouvelles et font partie d'un modèle correctionnel novateur pour lequel aucune donnée n'existe. Par conséquent, il n'y a aucun résultat antérieur ni fondement permettant d'établir une cible réaliste.



# BULLETIN POLITIQUE

## POLICY

|                   |      |    |     |
|-------------------|------|----|-----|
| ISSUE<br>ÉMISSION | DATE |    |     |
| 646               | 2019 | 11 | 30  |
|                   | Y-A  | M  | D-J |



### POLICY BULLETIN / BULLETIN DE POLITIQUE

#### Policy numbers and titles:

- CD 709 – Administrative Segregation
- GL 709-1 – Administrative Segregation Guidelines
- CD 711 – Structured Intervention Units
- GL 711-1 – Structured Intervention Unit (SIU) Transfer Procedures – SIU Sites
- GL 711-2 – Structured Intervention Unit (SIU) Transfer Procedures – Non-SIU Sites

#### Numéro et titre des politiques :

- DC 709 – Isolement préventif
- LD 709-1 – Lignes directrices sur l’isolement préventif
- DC 711 – Unités d’intervention structurée
- LD 711-1 – Procédures de transfèrement vers une unité d’intervention structurée (UIS) – Établissements comportant une UIS
- LD 711-2 – Procédures de transfèrement vers une unité d’intervention structurée (UIS) – Établissements ne comportant pas d’UIS

#### Why were the policies changed?

On June 21, 2019, C-83, *An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act and another Act*, received Royal Assent. The amendments to the *Corrections and Conditional Release Act* (the Act) are now in effect, and the corresponding changes to policy are addressed in this bulletin. Among other things, the Act eliminates the use of administrative and disciplinary segregation and introduces Structured Intervention Units (SIU) for inmates who cannot be safely managed in the mainstream inmate population.

#### Pourquoi les politiques ont-elles été modifiées?

Le 21 juin 2019, le projet de loi C-83, *Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et une autre loi*, a reçu la sanction royale. Les modifications apportées à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (la Loi) sont maintenant en vigueur, et les changements connexes apportés aux politiques sont énoncés dans le présent bulletin. Entre autres choses, la Loi élimine le recours à l’isolement préventif et disciplinaire et introduit les unités d’intervention structurée (UIS) pour les détenus qui ne peuvent pas être gérés en toute sécurité dans la population carcérale régulière.

In addition to the new CD and GLs, the amendments highlighted below are in effect immediately, and will be reflected, along with the relevant links, in the applicable CDs and GLs at a later date.

### **What has changed?**

#### **Elimination of Administrative and Disciplinary Segregation – CD 709 and GL 709-1**

As a result of the elimination of administrative and disciplinary segregation, CD 709 – Administrative Segregation and GL 709-1 – Administrative Segregation Guidelines have been revoked. All links and references to CD 709 and GL 709-1 in all policies are no longer valid.

#### **New Policy Direction for SIUs and Restricted Movements – CD 711, GL 711-1 and GL 711-2**

A new CD and two new GLs (CD 711, GL 711-1 and GL 711-2) have been developed to provide detailed policy direction on the transfer of inmates to and from an SIU, and the management and engagement of inmates housed in SIUs and those subject to restricted movement.

#### **Health Care Services in an SIU and while subject to Restricted Movement**

The health of individuals confined in an SIU or while subject to restricted movement will be monitored and assessed by registered health care professionals pursuant to CD 711 and the Health Consultation and Assessment for Structured Intervention and Restricted Movement Guidelines.

Outre la nouvelle DC et les nouvelles LD, les modifications énoncées ci-dessous entrent en vigueur immédiatement et seront intégrées, avec les liens pertinents, aux DC et aux LD applicables à une date ultérieure.

### **Qu'est-ce qui a changé?**

#### **Élimination de l'isolement préventif et disciplinaire – DC 709 et LD 709-1**

Compte tenu de l'élimination de l'isolement préventif et disciplinaire, la DC 709 – Isolement préventif et les LD 709-1 – Lignes directrices sur l'isolement préventif ont été révoquées. Tous les liens et les renvois menant à la DC 709 et aux LD 709-1 figurant dans toutes les politiques ne sont plus valides.

#### **Nouvelle orientation stratégique pour les UIS et les déplacements restreints – DC 711, LD 711-1 et LD 711-2**

Une nouvelle DC et deux nouvelles LD (DC 711, LD 711-1 et LD 711-2) ont été élaborées afin de fournir une orientation stratégique détaillée concernant le transfèrement de détenus vers ou à partir d'une UIS, ainsi que la gestion et l'engagement des détenus placés dans une UIS et ceux dont les déplacements sont restreints.

#### **Services de soins de santé en UIS et durant une période de déplacements restreints**

La santé des personnes placées dans une UIS ou dont les déplacements sont restreints fera l'objet d'un suivi et d'une évaluation par des professionnels de la santé agréés, conformément à la DC 711 et aux Lignes directrices sur la consultation et l'évaluation de la santé aux fins du placement dans une UIS et de l'imposition de restrictions aux déplacements.

**How were they developed?**

The new policy instruments were developed by the Structured Intervention Unit team, in consultation with various NHQ sectors, RHQ, as well as with the inmates and both internal and external stakeholders.

**Who will be affected by the policies?**

These policies apply to all staff responsible for the transfer of inmates to and from an SIU, and the management and engagement of inmates housed in an SIU and those who are subject to restricted movement.

**Contact:**

Strategic Policy Division  
[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

**Comment les politiques ont-elles été élaborées?**

Les nouveaux instruments de politique ont été élaborés par l'équipe responsable des unités d'intervention structurée, en consultation avec les secteurs de l'administration centrale, les administrations régionales, les détenus et les intervenants internes et externes.

**Qui sera touché par les politiques?**

Ces politiques s'appliquent à tous les membres du personnel responsables du transfèrement des détenus vers et à partir d'une UIS, ainsi que de la gestion et de l'engagement des détenus placés dans une UIS et de ceux dont les déplacements sont restreints.

**Personne-ressource :**

Division de la politique stratégique  
[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

---

Original signed by / Original signé par :

Anne Kelly



# BULLETIN POLITIQUE

## POLICY

|                   |      |    |     |
|-------------------|------|----|-----|
| ISSUE<br>ÉMISSION | DATE |    |     |
| 648               | 2019 | 11 | 30  |
|                   | Y-A  | M  | D-J |



### INTERIM POLICY BULLETIN / BULLETIN DE POLITIQUE PROVISOIRE

**Policy number and title:**

**See Annex**

**Numéro et titre de la politique :**

**Voir l'annexe**

**Why were the policies changed?**

On June 21, 2019, Bill C-83, *An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act and another Act*, received Royal Assent. The amendments to the *Corrections and Conditional Release Act* (the Act) are now in effect, and the corresponding changes to policy are addressed in this Bulletin. This Bulletin reflects the statutory amendments where the English version of the Act replaces the term "Aboriginal" with the term "Indigenous," and provides new expressions and definitions to replace the term "Aboriginal community."

As a result of the amendments to the Act, all related policies will be reviewed and amended, as required, to ensure that they are aligned.

**Pourquoi les politiques ont-elles été modifiées?**

Le 21 juin 2019, le projet de loi C-83, *Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et une autre loi*, a reçu la sanction royale. Les modifications apportées à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (la Loi) sont maintenant en vigueur, et les changements connexes apportés aux politiques sont énoncés dans le présent bulletin. Celui-ci porte sur les modifications législatives apportées au libellé de la version anglaise de la Loi, qui utilise le terme « Indigenous » au lieu du terme « Aboriginal », et propose de nouvelles expressions et définitions pour remplacer le terme « Aboriginal community » (collectivité autochtone).

En raison de ces changements à la Loi, toutes les politiques touchées seront examinées et modifiées, au besoin, pour veiller à ce qu'elles soient harmonisées.

Additionally, this Bulletin provides policy guidance for the consideration of systemic and background factors affecting Indigenous peoples of Canada, as codified in the Act. The changes, in effect with the promulgation of this Bulletin, will be incorporated in the policy documents when future policy amendments occur.

### **What has changed?**

#### **“Aboriginal” to “Indigenous”**

All references to the English term “Aboriginal” have been replaced with the term “Indigenous” throughout all policies. This change also applies to position titles, program names, and division names. The Aboriginal Initiatives Directorate is now referred to as the Indigenous Initiatives Directorate.

#### **Exception:**

The Strategic Plan for Aboriginal Corrections and the Aboriginal Corrections Accountability Framework will remain unchanged as these documents are part of a legacy framework with historical significance to the Correctional Service of Canada.

### **Definitions of New Expressions**

Wording was revised throughout policies to align with the Act, which replaces the expression “Aboriginal community” in section 81(1) of the Act with the expression “Indigenous governing body or any Indigenous organization.”

En outre, le bulletin fournit une orientation stratégique pour la prise en compte des facteurs systémiques et historiques touchant les peuples autochtones du Canada telle que codifiée dans la Loi. Les modifications entrent en vigueur à la promulgation du présent bulletin et seront apportées aux documents de politique lorsqu’ils seront révisés à une date ultérieure.

### **Qu’est-ce qui a changé?**

#### **Passage d’« Aboriginal » à « Indigenous »**

On a remplacé, dans la version anglaise de toutes les politiques touchées, le terme « Aboriginal » par « Indigenous ». Cette modification touche également les titres de poste, les noms des programmes et les noms des divisions. En anglais, la Direction des initiatives pour les Autochtones s’appelle maintenant « Indigenous Initiatives Directorate ».

#### **Exception :**

Le titre de la version anglaise du Plan stratégique relatif aux services correctionnels pour Autochtones (*Strategic Plan for Aboriginal Corrections*) et du Cadre de responsabilisation des services correctionnels pour Autochtones (*Aboriginal Corrections Accountability Framework*) ne sera pas modifié puisque ces documents font partie d’un cadre existant qui revêt une importance historique pour le Service correctionnel du Canada.

### **Définitions de nouvelles expressions**

Le libellé des politiques a été modifié pour se conformer à la Loi, qui remplace l’expression « collectivité autochtones » au paragraphe 81(1) de la Loi par l’expression « corps dirigeant autochtone » ou « tout organisme autochtone ».



The following definitions apply as per the Act:

**Indigenous governing body** means a council, government or other entity that is authorized to act on behalf of an Indigenous group, community or people that holds rights recognized and affirmed by section 35 of the *Constitution Act, 1982*.

**Indigenous organization** means an organization with predominately Indigenous leadership.

### Indigenous Social History

In accordance with the principles outlined in *R. v. Gladue*, *R. v. Ipeelee* and subsequent jurisprudence which aimed to address the overrepresentation of Indigenous people within the criminal justice system, section 79 of the Act has been amended and sets out the factors to be considered in making decisions under the Act affecting Indigenous offenders:

- (i) systemic and background factors affecting Indigenous peoples of Canada;
- (ii) systemic and background factors that have contributed to the overrepresentation of Indigenous persons in the criminal justice system and that may have contributed to the offender's involvement in the criminal justice system; and
- (iii) the Indigenous culture and identity of the offender, including his or her family and adoption history.

Les définitions suivantes s'appliquent conformément à la Loi :

**corps dirigeant autochtone** Conseil, gouvernement ou autre entité autorisé à agir pour le compte d'un groupe, d'une collectivité ou d'un peuple autochtones titulaires de droits reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

**organisme autochtone** Organisme dont la majorité des dirigeants sont des Autochtones.

### Antécédents sociaux des Autochtones

Conformément aux principes énoncés dans *R. c. Gladue*, dans *R. c. Ipeelee*, et la jurisprudence subséquente qui visait à remédier à la surreprésentation des personnes autochtones dans le système de justice pénale, l'article 79 de la Loi a été modifié et précise les facteurs à prendre en considération lors de la prise de décisions touchant les délinquants autochtones en vertu de la Loi :

- (i) les facteurs systémiques et historiques touchant les peuples autochtones du Canada;
- (ii) les facteurs systémiques et historiques qui ont contribué à la surreprésentation des Autochtones dans le système de justice pénal et qui peuvent avoir contribué aux démêlés du délinquant avec le système de justice pénale;
- (iii) l'identité et la culture autochtones du délinquant, notamment son passé familial et son historique d'adoption.

### **Exception – Risk Assessment**

The above factors are not to be taken into consideration for decisions respecting the assessment of the risk posed by an Indigenous offender unless those factors could decrease or have no impact on an offender's assessed level of risk.

Culturally appropriate, restorative, and reasonable options must be considered in all decision-making processes. These options:

- must continue to be documented;
- are to be based on the systemic and background factors, and within the context of the circumstances under review;
- should provide appropriate mechanisms which could serve to decrease the level of risk posed by an Indigenous offender.

The above process will be reflected in policy as Indigenous social history considerations.

CSC will update its suite of policies to incorporate the amendments to section 79 of the Act.

### **How were they developed?**

These policies were amended by the Indigenous Initiatives Directorate in collaboration with the Strategic Policy Division.

### **Who will be affected by the policies?**

All staff working with Indigenous offenders are affected by the policy changes.

### **Exception – Évaluation du risque**

Les facteurs susmentionnés ne doivent pas être pris en compte dans le cadre de décisions concernant l'évaluation du risque posé par un délinquant autochtone à moins que ces facteurs puissent diminuer le niveau de risque évalué du délinquant ou n'avoir aucune incidence sur celui-ci.

Les options raisonnables, réparatrices et appropriées sur le plan culturel doivent être prises en compte dans tous les processus décisionnels. Ces options :

- doivent continuer d'être documentées;
- doivent être fondées sur des facteurs systémiques et historiques et le contexte des circonstances examinées;
- doivent fournir les mécanismes appropriés qui pourraient permettre de diminuer le niveau de risque posé par un délinquant autochtone.

Le processus ci-dessus sera indiqué dans les politiques par la formule « considérations liées aux antécédents sociaux des Autochtones ».

Le SCC mettra à jour sa série de politiques afin d'intégrer les modifications apportées à l'article 79 de la Loi.

### **Comment les politiques ont-elles été élaborées?**

Ces politiques ont été modifiées par la Direction des initiatives pour les Autochtones en collaboration avec la Division de la politique stratégique.

### **Qui sera touché par les politiques?**

Tous les membres du personnel qui travaillent avec les délinquants autochtones sont touchés par les modifications apportées aux politiques.

**Contact:**

Strategic Policy Division

[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

**Personne-ressource :**

Division de la politique stratégique

[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

---

Commissioner,

Commissaire,

Original signed by / Original signé par :

Anne Kelly

**ANNEX/ANNEXE**

The following is a list of Commissioner’s Directives and Guidelines that have been amended to align with the changes made in the *Corrections and Conditional Release Act*, where the English version of the Act replaces “Aboriginal” with the term “Indigenous”.

Vous trouverez ci-dessous une liste des directives du commissaire et des lignes directrices qui ont été modifiées pour respecter les changements apportés à la version anglaise de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, qui utilise le terme « Indigenous » au lieu du terme « Aboriginal ».

| <b>Commissioner’s Directive (CD)/Directive du commissaire (DC)</b> | <b>English</b>  | <b>Français</b>  |
|--|---|--|
| <b>Guidelines (GL)/Lignes directrices (LD)</b>                     |   |  |
| <b>GL/LD 005-1</b>   | <a href="#"><u>Institutional Management Structure: Roles and Responsibilities</u></a>           | <a href="#"><u>Structure de gestion des établissements : rôles et responsabilités</u></a>                              |
| <b>CD/DC 009</b>   | <a href="#"><u>Research</u></a>   | <a href="#"><u>Recherche</u></a>   |
| <b>CD/DC 024</b>   | <a href="#"><u>Management of Correctional Service of Canada Volunteers</u></a>                  | <a href="#"><u>Gestion des bénévoles du Service correctionnel du Canada</u></a>  |
| <b>CD/DC 041</b>   | <a href="#"><u>Incident Investigations</u></a>  | <a href="#"><u>Enquêtes sur les incidents</u></a>  |
| <b>GL/LD 081-1</b>   | <a href="#"><u>Offender Complaint and Grievance Process</u></a>                                 | <a href="#"><u>Processus de règlement des plaintes et griefs des délinquants</u></a>                                   |
| <b>GL/LD 200-1</b>   | <a href="#"><u>Policy Instruments</u></a>   | <a href="#"><u>Instruments de politique</u></a>  |
| <b>CD/DC 259</b>   | <a href="#"><u>Exposure to Second-Hand Smoke</u></a>  | <a href="#"><u>Exposition à la fumée secondaire</u></a>  |
| <b>CD/DC 318</b>   | <a href="#"><u>Environmental Protection and Sustainable Development</u></a>                     | <a href="#"><u>Protection de l'environnement et développement durable</u></a>  |
| <b>CD/DC 530</b>   | <a href="#"><u>Death of an Inmate: Notifications and Funeral Arrangements</u></a>               | <a href="#"><u>Décès d'un détenu : notifications et dispositions funéraires</u></a>                                    |
| <b>CD/DC 541</b>   | <a href="#"><u>Interjurisdictional and CCRA Section 81 Agreements</u></a>                       | <a href="#"><u>Accords interjuridictionnels et accords conclus en vertu de l'article 81 de la LSCMLC</u></a>           |
| <b>GL/LD 541-1</b>   | <a href="#"><u>Interjurisdictional Exchange of Services Agreements</u></a>                      | <a href="#"><u>Accords interjuridictionnels d'échange de services</u></a>  |
| <b>GL/LD 541-2</b>   | <a href="#"><u>Negotiation, Implementation and Management of CCRA Section 81 Agreements</u></a> | <a href="#"><u>Négociation, mise en œuvre et gestion des accords conclus en vertu de l'article 81 de la LSCMLC</u></a> |
| <b>CD/DC 550</b>   | <a href="#"><u>Inmate Accommodation</u></a>   | <a href="#"><u>Logement des détenus</u></a>  |

|                     |  |  |
|---------------------|--|--|
| <b>CD/DC 559</b>    | <a href="#"><u>Visits</u></a>  | <a href="#"><u>Visites</u></a>   |
| <b>CD/DC 560</b>    | <a href="#"><u>Dynamic Security and Supervision</u></a>                                | <a href="#"><u>Sécurité et surveillance actives</u></a>  |
| <b>CD/DC 564-1</b>  | <a href="#"><u>Individual Security Screening</u></a>                                   | <a href="#"><u>Filtrages de sécurité sur les personnes</u></a>                                   |
| <b>CD/DC 566</b>    | <a href="#"><u>Framework for the Prevention of Security Incidents</u></a>              | <a href="#"><u>Cadre de prévention des incidents de sécurité</u></a>                             |
| <b>CD/DC 566-7</b>  | <a href="#"><u>Searching of Offenders</u></a>  | <a href="#"><u>Fouille des délinquants</u></a>   |
| <b>CD/DC 566-8</b>  | <a href="#"><u>Searching of Staff and Visitors</u></a>                                 | <a href="#"><u>Fouille du personnel et des visiteurs</u></a>                                     |
| <b>CD/DC 566-9</b>  | <a href="#"><u>Searching of Cells/Rooms, Vehicles and Other Areas</u></a>              | <a href="#"><u>Fouille de cellules/chambres, de véhicules et d'autres secteurs</u></a>           |
| <b>CD/DC 566-12</b> | <a href="#"><u>Personal Property of Offenders</u></a>                                  | <a href="#"><u>Effets personnels des délinquants</u></a>   |
| <b>CD/DC 566-15</b> | <a href="#"><u>Closed Circuit Television Systems</u></a>                               | <a href="#"><u>Systèmes de télévision en circuit fermé</u></a>                                   |
| <b>CD/DC 567</b>    | <a href="#"><u>Management of Incidents</u></a>   | <a href="#"><u>Gestion des incidents</u></a>   |
| <b>CD/DC 568-3</b>  | <a href="#"><u>Identification and Management of Security Threat Groups</u></a>         | <a href="#"><u>Identification et gestion des groupes menaçant la sécurité</u></a>                |
| <b>CD/DC 568-4</b>  | <a href="#"><u>Preservation of Crime Scenes and Evidence</u></a>                       | <a href="#"><u>Protection des lieux de crime et conservation des preuves</u></a>                 |
| <b>CD/DC 568-5</b>  | <a href="#"><u>Management of Seized Items</u></a>                                      | <a href="#"><u>Gestion des objets saisis</u></a>   |
| <b>CD/DC 577</b>    | <a href="#"><u>Staff Protocol in Women Offender Institutions</u></a>                   | <a href="#"><u>Protocole relatif au personnel dans les établissements pour délinquantes</u></a>  |
| <b>CD/DC 578</b>    | <a href="#"><u>Intensive Intervention Strategy in Women's Institutions</u></a>         | <a href="#"><u>Stratégie d'intervention intensive dans les établissements pour femmes</u></a>    |
| <b>CD/DC 580</b>    | <a href="#"><u>Discipline of Inmates</u></a>   | <a href="#"><u>Mesures disciplinaires prévues à l'endroit des détenus</u></a>                    |
| <b>CD/DC 600</b>    | <a href="#"><u>Management of Emergencies in Operational Units</u></a>                  | <a href="#"><u>Gestion des cas d'urgence dans les unités opérationnelles</u></a>                 |
| <b>CD/DC 700</b>    | <a href="#"><u>Correctional Interventions</u></a>                                      | <a href="#"><u>Interventions correctionnelles</u></a>  |
| <b>CD/DC 702</b>    | <a href="#"><u>Aboriginal Offenders</u></a>  | <a href="#"><u>Délinquants autochtones</u></a>   |
| <b>CD/DC 705</b>    | <a href="#"><u>Intake Assessment Process and Correctional Plan Framework</u></a>       | <a href="#"><u>Cadre du processus d'évaluation initiale et du plan correctionnel</u></a>         |
| <b>CD/DC 705-1</b>  | <a href="#"><u>Preliminary Assessments and Post-Sentence Community Assessments</u></a> | <a href="#"><u>Évaluations préliminaires et évaluations communautaires postsentencielles</u></a> |

|                      |  |   |
|----------------------|--|---|
| <b>CD/DC 705-3</b>   | <a href="#"><u>Immediate Needs Identification and Admission Interviews</u></a> | <a href="#"><u>Entrevues sur l'identification des besoins immédiats et à l'admission</u></a>                            |
| <b>CD/DC 705-4</b>   | <a href="#"><u>Orientation</u></a>   | <a href="#"><u>Orientation</u></a>  |
| <b>CD/DC 705-5</b>   | <a href="#"><u>Supplementary Assessments</u></a>                               | <a href="#"><u>Évaluations supplémentaires</u></a>  |
| <b>CD/DC 705-6</b>   | <a href="#"><u>Correctional Planning and Criminal Profile</u></a>              | <a href="#"><u>Planification correctionnelle et profil criminel</u></a>   |
| <b>CD/DC 705-7</b>   | <a href="#"><u>Security Classification and Penitentiary Placement</u></a>      | <a href="#"><u>Cote de sécurité et placement pénitencier</u></a>  |
| <b>CD/DC 706</b>     | <a href="#"><u>Classification of Institutions</u></a>                          | <a href="#"><u>Classification des établissements</u></a>  |
| <b>CD/DC 708</b>     | <a href="#"><u>Special Handling Unit</u></a>                                   | <a href="#"><u>Unité spéciale de détention</u></a>  |
| <b>CD/DC 709</b>     | Administrative Segregation   | Isolement préventif   |
| <b>GL/LD 709-1</b>   | Administrative Segregation Guidelines  | Isolement préventif   |
| <b>CD/DC 710</b>     | <a href="#"><u>Institutional Supervision Framework</u></a>                     | <a href="#"><u>Cadre de surveillance en établissement</u></a>   |
| <b>CD/DC 710-1</b>   | <a href="#"><u>Progress Against the Correctional Plan</u></a>                  | <a href="#"><u>Progrès par rapport au Plan correctionnel</u></a>  |
| <b>CD/DC 710-2</b>   | <a href="#"><u>Transfer of Inmates</u></a>                                     | <a href="#"><u>Transfert de détenus</u></a>   |
| <b>GL/LD 710-2-1</b> | <a href="#"><u>CCRA Section 81: Transfers</u></a>                              | <a href="#"><u>Article 81 de la LSCMLC : Transfert</u></a>  |
| <b>GL/LD 710-2-3</b> | <a href="#"><u>Inmate Transfer Processes</u></a>                               | <a href="#"><u>Processus de transfert des détenus</u></a>   |
| <b>GL/LD 710-2-4</b> | <a href="#"><u>Movement Within Clustered/Multi-Level Institutions</u></a>      | <a href="#"><u>Déplacements au sein des établissements regroupés/à niveaux de sécurité multiples</u></a>                |
| <b>CD/DC 710-3</b>   | <a href="#"><u>Temporary Absences</u></a>                                      | <a href="#"><u>Permissions de sortir</u></a>  |
| <b>CD/DC 710-4</b>   | <a href="#"><u>Perimeter Security Clearance</u></a>                            | <a href="#"><u>Autorisation de travailler à l'extérieur du périmètre</u></a>  |
| <b>CD/DC 710-5</b>   | <a href="#"><u>Judicial Review of Parole Ineligibility</u></a>                 | <a href="#"><u>Révision judiciaire du délai préalable à l'admissibilité à la libération conditionnelle</u></a>          |
| <b>CD/DC 710-6</b>   | <a href="#"><u>Review of Inmate Security Classification</u></a>                | <a href="#"><u>Réévaluation de la cote de sécurité des détenus</u></a>  |
| <b>CD/DC 710-7</b>   | <a href="#"><u>Work Releases</u></a>   | <a href="#"><u>Placements à l'extérieur</u></a>   |
| <b>CD/DC 712</b>     | <a href="#"><u>Case Preparation and Pre-Release Framework</u></a>              | <a href="#"><u>Cadre pour la préparation des cas et la mise en liberté</u></a>  |
| <b>CD/DC 712-1</b>   | <a href="#"><u>Pre-Release Decision-Making</u></a>                             | <a href="#"><u>Processus de décision prélibératoire</u></a>   |
| <b>GL/LD 712-1-1</b> | <a href="#"><u>CCRA Sections 84 and 84.1 Release Planning Process</u></a>      | <a href="#"><u>Processus de planification de la mise en liberté aux termes des articles 84 et 84.1 de la LSCMLC</u></a> |
| <b>CD/DC 712-2</b>   | <a href="#"><u>Detention</u></a>   | <a href="#"><u>Maintien en incarcération</u></a>  |

|                    |  |  |
|--------------------|--|--|
| <b>CD/DC 712-3</b> | <a href="#"><u>Parole Board of Canada Reviews</u></a>  | <a href="#"><u>Examens de la Commission des libérations conditionnelles du Canada</u></a>  |
| <b>CD/DC 712-4</b> | <a href="#"><u>Release Process</u></a>   | <a href="#"><u>Processus de mise en liberté</u></a>  |
| <b>CD/DC 712-5</b> | <a href="#"><u>Pre-Release Case Preparation for Provincial/Territorial Offenders and Federal Offenders Incarcerated in Provincial/Territorial Facilities</u></a> | <a href="#"><u>Préparation prélibératoire des cas des délinquants sous responsabilité provinciale/territoriale et des délinquants sous responsabilité fédérale incarcérés dans des établissements provinciaux/territoriaux</u></a> |
| <b>CD/DC 714</b>   | <a href="#"><u>Community Correctional Centre Standards</u></a>   | <a href="#"><u>Normes régissant les centres correctionnels communautaires</u></a>  |
| <b>GL/LD 714-1</b> | <a href="#"><u>Consultation Guidelines for the Establishment and/or Relocation of Community Correctional Centres</u></a>   | <a href="#"><u>Pour la tenue de consultations sur l'aménagement ou la réinstallation de centres correctionnels communautaires</u></a>  |
| <b>CD/DC 715-1</b> | <a href="#"><u>Community Supervision</u></a>   | <a href="#"><u>Surveillance dans la collectivité</u></a>   |
| <b>CD/DC 715-2</b> | <a href="#"><u>Post-Release Decision Process</u></a>   | <a href="#"><u>Processus décisionnel postlibératoire</u></a>   |
| <b>CD/DC 715-3</b> | <a href="#"><u>Community Assessments</u></a>   | <a href="#"><u>Évaluations communautaires</u></a>  |
| <b>CD/DC 715-4</b> | <a href="#"><u>Case Preparation and Supervision of Women Offenders with Children Residing at a Community-Based Residential Facility</u></a>                      | <a href="#"><u>Préparation des cas et surveillance des délinquantes qui cohabitent avec des enfants dans un établissement résidentiel communautaire</u></a>  |
| <b>CD/DC 719</b>   | <a href="#"><u>Long-term Supervision Orders</u></a>  | <a href="#"><u>Ordonnances de surveillance de longue durée</u></a>   |
| <b>CD/DC 720</b>   | <a href="#"><u>Education Programs and Services for Offenders</u></a>   | <a href="#"><u>Programmes et services d'éducation pour les délinquants</u></a>   |
| <b>CD/DC 726</b>   | <a href="#"><u>Correctional Programs</u></a>   | <a href="#"><u>Programmes correctionnels</u></a>   |
| <b>CD/DC 730</b>   | <a href="#"><u>Offender Program Assignments and Inmate Payments</u></a>  | <a href="#"><u>Affectations des délinquants aux programmes et rétribution des détenus</u></a>  |
| <b>CD/DC 735</b>   | <a href="#"><u>Employment and Employability Program</u></a>  | <a href="#"><u>Programme d'emploi et d'employabilité</u></a>   |
| <b>CD/DC 750</b>   | <a href="#"><u>Chaplaincy</u></a>  | <a href="#"><u>Services spirituels</u></a>   |
| <b>CD/DC 760</b>   | <a href="#"><u>Social Programs and Leisure Activities</u></a>  | <a href="#"><u>Programmes sociaux et activités de loisir</u></a>   |

|                    |  |   |
|--------------------|--|---|
| <b>CD/DC 764</b>   | <a href="#"><u>Access to Expressive Material</u></a>                           | <a href="#"><u>Accès au matériel expressif</u></a>                                |
| <b>GL/LD 764-1</b> | <a href="#"><u>Expressive Material</u></a>                                     | <a href="#"><u>Matériel expressif</u></a>   |
| <b>CD/DC 767</b>   | <a href="#"><u>Ethnocultural Offenders:<br/>Services and Interventions</u></a> | <a href="#"><u>Délinquants ethnoculturels :<br/>Services et interventions</u></a> |
| <b>CD/DC 768</b>   | <a href="#"><u>Institutional Mother-Child<br/>Program</u></a>                  | <a href="#"><u>Programme mère-enfant en<br/>établissement</u></a>                 |
| <b>CD/DC 800</b>   | <a href="#"><u>Health Services</u></a>   | <a href="#"><u>Services de santé</u></a>  |
| <b>CD/DC 860</b>   | <a href="#"><u>Offender's Money</u></a>  | <a href="#"><u>Argent des délinquants</u></a>                                     |
| <b>CD/DC 880</b>   | <a href="#"><u>Food Services</u></a>   | <a href="#"><u>Services d'alimentation</u></a>                                    |
| <b>CD/DC 890</b>   | <a href="#"><u>Inmate Owned Canteens</u></a>                                   | <a href="#"><u>Cantines appartenant aux<br/>détenus</u></a>                       |





# BULLETIN POLITIQUE

## POLICY

| ISSUE<br>ÉMISSION | DATE |    |     |
|-------------------|------|----|-----|
| 649               | 2019 | 11 | 30  |
|                   | Y-A  | M  | D-J |



### INTERIM POLICY BULLETIN / BULLETIN DE POLITIQUE PROVISOIRE

#### Policy numbers and titles:

See Annex

#### Numéro et titre des politiques :

Voir l'annexe

#### Why were the policies changed?

On June 21, 2019, Bill C-83, *An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act and another Act*, received Royal Assent. The amendments to the *Corrections and Conditional Release Act* (the Act) are now in effect, and the corresponding changes to policy are addressed in this bulletin. The Act eliminates the use of administrative and disciplinary segregation and introduces Structured Intervention Units (SIU) for inmates who cannot be safely managed in the mainstream inmate population.

As a result of the elimination of administrative and disciplinary segregation, Commissioner's Directive (CD) 709 – Administrative Segregation and Guidelines (GL) 709-1 – Administrative Segregation Guidelines have been revoked. All links and references to CD 709 and GL 709-1 in all other policies are no longer valid.

#### Pourquoi les politiques ont-elles été modifiées?

Le 21 juin 2019, le projet de loi C-83, *Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et une autre loi*, a reçu la sanction royale. Les modifications apportées à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (la Loi) sont maintenant en vigueur, et les changements connexes apportés aux politiques sont énoncés dans le présent bulletin. La Loi élimine le recours à l'isolement préventif et disciplinaire et introduit les unités d'intervention structurée (UIS) pour les détenus qui ne peuvent pas être gérés en toute sécurité dans la population carcérale régulière.

Compte tenu de l'élimination de l'isolement préventif et disciplinaire, la Directive du commissaire (DC) 709 – Isolement préventif et les Lignes directrices (LD) 709-1 – Lignes directrices sur l'isolement préventif ont été révoquées. Tous les liens et les renvois menant à la DC 709 et aux LD 709-1 figurant dans toutes les autres politiques ne sont plus valides.

A new Commissioner's Directive (CD 711) and two new Guidelines (GL 711-1 and GL 711-2) have been developed to provide detailed policy direction for the transfer of inmates to and from an SIU, the management and engagement of inmates confined in an SIU and the health services that will be provided to inmates in an SIU. These new policy instruments also apply to inmates who are subject to restricted movement.

In addition to the new CD and GLs, the amendments highlighted below are in effect immediately, and will be reflected, along with the relevant links, in the applicable CDs and GLs at a later date.

Following the implementation of the SIUs, policies impacted by the amended legislation will be reviewed to determine whether clarification or other policy direction is required. As such, there is an opportunity for staff and stakeholders to provide further input.

Comments can be sent to:  
Strategic Policy Division  
[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

### **Amended Policies:**

#### **Roles and Responsibilities Related to the Institutional Management Structure – GL 005-1**

Roles and responsibilities of staff for the management and engagement of inmates in an SIU and those who are subject to restricted movement, including the SIU Review Committee, are identified in CD 711, GL 711-1 and GL 711-2.

Une nouvelle directive du commissaire et deux nouvelles lignes directrices (DC 711, LD 711-1 et LD 711-2) ont été élaborées afin de fournir une orientation stratégique détaillée concernant le transfèrement de détenus vers ou à partir d'une UIS, la gestion et l'engagement des détenus se trouvant dans une UIS, ainsi que les services de santé qui leur sont fournis. Ces instruments de politique s'appliquent également aux détenus dont les déplacements sont restreints.

Outre la nouvelle DC et les nouvelles LD, les modifications énoncées ci-dessous entrent en vigueur immédiatement et seront intégrées, avec les liens pertinents, aux DC et aux LD applicables à une date ultérieure.

À la suite de la mise en œuvre des UIS, les politiques touchées par les modifications à la loi seront examinées pour déterminer si des précisions ou d'autres directives sont requises. Par conséquent, les membres du personnel et les intervenants auront l'occasion de fournir des commentaires.

Ceux-ci peuvent être acheminés à :  
Division de la politique stratégique  
[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

### **Politiques modifiées :**

#### **Rôles et responsabilités relatifs à la structure de gestion des établissements – LD 005-1**

Les rôles et les responsabilités des membres du personnel en ce qui a trait à la gestion et à l'engagement des détenus dans une UIS et de ceux dont les déplacements sont restreints, y compris le Comité de réexamen des cas de l'UIS, sont décrits dans la DC 711 et les LD 711-1 et 711-2.

**Information Sharing and Provision of Support Services Associated with Coroner's/Medical Examiner's Death Investigations or Inquests/Inquiries – GL 048-1**

Information provided to Coroners/Medical Examiners may now include, if applicable, information on the SIU, and confinement in SIU information, as it relates to the location of the inmate's death.

**Offender Complaints and Grievances Collection – CD 081**

The Institutional Head will ensure that complaints and grievances submitted by inmates in an SIU and those subject to restricted movement are collected and reviewed daily.

**Inform Inmate of Grievance Process in SIU – CD 081**

Upon transfer to an SIU, or when subject to restricted movement, inmates must be informed that they have the right to submit a grievance about the decision to transfer them to an SIU, or about being subject to restricted movement.

**SIU Offender Complaint and Grievance Level – GL 081-1**

Grievances regarding the decision to transfer an inmate to an SIU should automatically be initiated at the national level.

**Communication de renseignements et prestation de services de soutien liées à des enquêtes médico-légales ou à des enquêtes publiques du coroner/médecin légiste – LD 048-1**

Les renseignements fournis aux coroners/médecins légistes peuvent maintenant inclure, s'il y a lieu, des renseignements sur les UIS et le transfèrement vers une UIS, ayant trait à l'endroit où le détenu est décédé.

**Collecte des plaintes et des griefs des délinquants – DC 081**

Le directeur de l'établissement veillera à ce que les plaintes et les griefs présentés par des détenus placés dans une UIS ou dont les déplacements sont restreints soient recueillis et examinés quotidiennement.

**Communication aux détenus du processus de règlement des griefs dans l'UIS – DC 081**

Une fois transféré vers une UIS ou lorsque leurs déplacements sont restreints, les détenus doivent être informés qu'ils ont le droit de présenter un grief au sujet de la décision de les transférer vers une UIS, ou de l'imposition de restrictions à leurs déplacements.

**Palier des plaintes et des griefs des détenus dans une UIS – LD 081-1**

Les griefs relatifs à la décision de transférer un détenu vers une UIS devraient automatiquement être présentés au palier national.

### **New Grievance Codes for SIU – GL 081-1**

A new grievance code (01E/Structured Intervention Unit) has been introduced in Annex B of GL 081-1. This new code should be used when a complaint or grievance is submitted about :

- any decision to transfer – or not – an inmate to an SIU or to place an inmate on restricted movement
- any decisions related to reviews or conditions of confinement
- any concerns with access to interventions, programming, daily visits by a registered health care professional, or time outside of cell.

Decisions made by Independent External Decision Makers (IEDM) do not fall under the jurisdiction of the Commissioner of the CSC. If a grievance is submitted regarding an IEDM, this should be recorded under code 21 (NON-GRIEVABLE SUBJECT MATTERS). More specifically, there is a subcode under code 21 entitled “Independent External Decision Maker’s decision (SIU)” which should be used in this context.

### **Composition of Inmate Committees – CD 083**

The composition of the Inmate Committee should be reflective of the inmate population and should represent all inmates, including those in SIUs and Secure Units in women’s sites.

### **Meetings with Inmates in SIU – CD 083**

Policy directs the Chair or Vice-Chair of the Inmate Committee to meet with inmates in an SIU and with those who are subject to restricted movement.

### **Nouveaux codes de griefs pour les UIS – LD 081-1**

Un nouveau code de grief (01E/Unité d’intervention structurée) a été ajouté à l’annexe B des LD 081-1. Ce nouveau code devrait être utilisé lorsqu’une plainte ou un grief est présenté au sujet :

- de toute décision de transférer – ou non – un détenu vers une UIS ou de lui imposer des restrictions à ses déplacements.
- de toute décision relative aux réexamens du cas ou des conditions de détention.
- de toute préoccupation en ce qui a trait à l’accès aux interventions ou aux programmes, aux visites quotidiennes par un professionnel de la santé agréé, ou encore au temps passé à l’extérieur de la cellule.

Les décisions prises par les décideurs externes indépendants (DEI) ne relèvent pas de la compétence du commissaire du SCC. Si un grief est présenté concernant un DEI, celui-ci devrait être consigné en utilisant le code 21 (QUESTIONS NE POUVANT FAIRE L’OBJET D’UN GRIEF). Plus précisément, il existe une sous-catégorie sous le code 21 intitulée « Décision d’un décideur externe indépendant (UIS) » qui devrait être utilisée dans ce contexte.

### **Composition des comités de détenus – DC 083**

La composition du Comité de détenus devrait refléter la population de détenus et représenter tous les détenus, y compris ceux dans les UIS et les Unités de garde en milieu fermé dans les établissements pour femmes.

### **Rencontres avec des détenus dans une UIS – DC 083**

En vertu de la politique, le président ou le vice-président du Comité de détenus doit rencontrer les détenus placés dans une UIS et ceux dont les déplacements sont restreints.

As well, inmates in an SIU or subject to restricted movement who wish to meet with the Chair or Vice-Chair of the Inmate Committee should normally submit a written request to the SIU Correctional Manager or to the Unit Correctional Manager for approval.

The Chair or Vice-Chair of the Inmate Committee will not be authorized to meet with inmates who are confined in the SIU for the purpose of an investigation without the written permission of the Institutional Head or their delegate.

#### **Frisk Search – CD 083**

The Chair or Vice-Chair of the Inmate Committee will, upon their arrival and departure from the SIU, submit to a frisk search as outlined in CD 566-7 – Searching of Offenders.

#### **Legal Counsel Rights – CD 084**

Policy directs that, following a transfer to an SIU, or upon being placed on restricted movement, inmates must be informed of their right to legal counsel. Without delay, they must also be given reasonable opportunity to retain and instruct legal counsel by telephone in a private area outside their cell.

Policy also directs that an inmate be informed of their right to have their legal counsel attend the SIU Review Committee and make representations on their behalf.

En outre, les détenus placés dans une UIS ou ceux dont les déplacements sont restreints qui souhaitent rencontrer le président ou le vice-président du Comité de détenus devraient normalement présenter une demande écrite au gestionnaire correctionnel de l'UIS ou au gestionnaire correctionnel de l'unité aux fins d'approbation.

Le président ou le vice-président du Comité de détenus ne sera pas autorisé à rencontrer les détenus placés dans l'UIS aux fins d'une enquête sans permission écrite du directeur de l'établissement ou de son délégué.

#### **Fouilles par palpation – DC 083**

À son arrivée à l'UIS et au moment de son départ, le président ou le vice-président du Comité de détenus se soumettra à une fouille par palpation, conformément à la DC 566-7 – Fouille des délinquants.

#### **Droits aux services d'un avocat – DC 084**

La politique exige que, à la suite d'un transfèrement vers une UIS ou au moment où des restrictions sont imposées à leurs déplacements, les détenus soient informés de leur droit de recourir aux services d'un avocat. Les détenus doivent sans délai se voir offrir, dans des limites raisonnables, la possibilité d'avoir recours aux services d'un avocat en lui téléphonant dans un endroit privé à l'extérieur de leur cellule.

La politique exige également qu'un détenu soit informé de son droit d'être représenté par son avocat lors des réunions du Comité de réexamen des cas de l'UIS et que celui présente des observations en son nom.

### **Claims Administration Instructions – GL 234-1**

Annex D will add a reference related to the factors supporting the acceptance of a claim when an inmate is confined in an SIU and where the Service did not follow the procedures stated in a Commissioner's Directive or related directions for packing, listing and removal (as applicable) of the inmate's personal effects.

### **Access to Tobacco and Ignition Sources – CD 259**

The Institutional Head will ensure that the Standing Order will indicate that inmates, including those in the SIU or on restricted movement, have access to tobacco and ignition sources for personal smudging in individual cells, rooms, and common areas.

### **Double Bunking in SIU – CD 550**

Double Bunking in an SIU will only be used in exceptional circumstances when no other options are available. When double bunking occurs in an SIU, the Regional Deputy Commissioner will:

- submit for approval, on a monthly basis, to the Assistant Commissioner, Corporate Services, and the Assistant Commissioner, Correctional Operations and Programs, and
- immediately report via email to the Assistant Commissioner, Correctional Operations and Programs.

### **Instructions relatives à l'administration des réclamations – LD 234-1**

De l'information sera ajoutée à l'annexe D en ce qui concerne les facteurs justifiant l'acceptation d'une réclamation dans le cas d'un détenu placé dans une UIS pour lequel le Service n'a pas suivi les procédures énoncées dans une directive du commissaire ou des directives connexes relativement à l'emballage, à la consignation au registre et au retrait (s'il y a lieu) des effets personnels du détenu.

### **Accès au tabac et aux sources d'allumage – DC 259**

Le directeur de l'établissement veillera à ce que l'ordre permanent indique que les détenus, y compris ceux dans l'UIS ou dont les déplacements sont restreints, ont accès au tabac et aux sources d'allumage pour la tenue de cérémonies de purification par la fumée célébrées dans des cellules ou des chambres individuelles et des aires communes.

### **Double occupation des cellules dans l'UIS – DC 550**

La double occupation des cellules sera uniquement utilisée dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'aucune autre mesure ne peut être prise. Lorsque l'on a recours à la double occupation des cellules dans une UIS, le sous-commissaire régional :

- soumettra chaque mois la demande à l'approbation du commissaire adjoint, Services corporatifs, et du commissaire adjoint, Opérations et programmes correctionnels, et
- signalera immédiatement la situation par courriel au commissaire adjoint, Opérations et programmes correctionnels.

### **Visits in SIU – CD 559**

The process for visits for inmates confined in an SIU will follow the same policy direction as for other inmates.

### **Staff Protocol in Women Offender Institutions – CD 577**

#### **Security Patrols after Curfew – CD 577**

After curfew (or 2300 hours, whichever is earlier), until at least 0700 hours, all male staff will be within sight of a female staff (camera or direct observation) at all times when conducting security patrols in the Secure Unit or in the SIU.

#### **Security Patrols During Curfew – CD 577**

Except during curfew hours, all staff will announce their entry into the living units, Secure Unit ranges and SIU ranges to avoid potential exposure to nudity or other situations where the inmate's privacy and dignity could be compromised.

#### **Living Unit Definition – CD 577**

In Annex A, SIU will not be included in the living unit definition.

### **Visites dans l'UIS – DC 559**

Le processus lié aux visites pour les détenus placés dans une UIS sera le même que celui suivi pour les autres détenus.

### **Protocole relatif au personnel dans les établissements pour délinquantes – DC 577**

#### **Patrouilles de sécurité après le couvre-feu – DC 577**

Après l'heure du couvre-feu (ou 23 heures, selon ce qui est le plus tôt) et au moins jusqu'à 7 heures, tous les membres du personnel de sexe masculin seront sous la surveillance (au moyen d'une caméra ou par observation directe) d'un membre du personnel de sexe féminin en tout temps pour mener des patrouilles de sécurité dans l'Unité de garde en milieu fermé ou l'UIS.

#### **Patrouilles de sécurité pendant le couvre-feu DC 577**

Sauf lorsque le couvre-feu s'applique, tous les membres du personnel annonceront leur entrée dans les unités résidentielles, les rangées de l'Unité de garde en milieu fermé et les rangées de l'UIS, afin de ne pas voir les détenues nues et d'éviter d'autres situations où la vie privée et la dignité des détenues pourraient être compromises.

#### **Définition d'unité résidentielle – DC 577**

À l'annexe A, l'UIS ne sera pas incluse dans la définition d'unité résidentielle.

### **Serious Incidents Involving Staff – CD 600**

A serious incident is one that results in death or serious injury to a staff member through an act of violence. In all such instances in an SIU, a manager will be posted in the SIU area to supervise activities as soon as reasonably possible until the Institutional Head deems it no longer required.

The Health Manager will visit the SIU and those inmates on restricted movement at least once a week and, if a health care related issue should arise, a written briefing will be provided to the Institutional Head. The health care staff will also make periodic visits to all other areas of the institution to verify the physical and mental well-being of the inmates.

### **Correctional Planning and Criminal Profile – CD 705-6**

Annex C (Criminal Risk Index) and Annex D (Static Factors Assessment) will continue to include the indicator for disciplinary segregation periods that occurred prior to the implementation of SIU and/or during periods of provincial custody.

### **Security Classification and Penitentiary Placement – CD 705-7**

In Annex E, periods in disciplinary and administrative segregation prior to the implementation of the SIUs will continue to be considered as part of the assessment of the inmate's Institutional Adjustment.

Transfers to an SIU will also be considered as part of the assessment of the inmate's Institutional Adjustment.

### **Incidents graves impliquant le personnel – DC 600**

Un incident est considéré comme grave si un employé y trouve la mort ou subit des blessures graves à la suite d'actes de violence. Dans tous les cas d'incident grave qui surviennent dans une UIS, un gestionnaire sera affecté au secteur de l'UIS pour surveiller les activités dès qu'il sera raisonnablement possible de le faire, et demeurera en poste jusqu'à ce que le directeur de l'établissement juge que cette mesure n'est plus nécessaire.

Un gestionnaire des soins de santé visitera l'UIS et les détenus dont les déplacements sont restreints au moins une fois par semaine et, en cas de problème concernant les soins de santé, un compte rendu écrit sera présenté au directeur de l'établissement. Le personnel des soins de santé visitera également de façon périodique tous les autres secteurs de l'établissement pour vérifier le bien-être physique et psychologique des détenus.

### **Planification correctionnelle et profil criminel – DC 705-6**

L'annexe C (Indice du risque criminel) et l'annexe D (Évaluation des facteurs statiques) continueront d'inclure l'indicateur lié aux périodes d'isolement préventif qui ont eu lieu avant la mise en œuvre des UIS et/ou pendant que le délinquant se trouvait sous responsabilité provinciale.

### **Cote de sécurité et placement pénitentiaire – DC 705-7**

À l'annexe E, les périodes précédentes d'isolement préventif et disciplinaire qui ont eu lieu avant la mise en œuvre des UIS continueront d'être prises en compte dans l'évaluation de l'adaptation du détenu à l'établissement.

Les transfèrements vers une UIS seront également pris en compte dans l'évaluation de l'adaptation du détenu à l'établissement.



## **Classification of Institutions – CD 706**

### **Living Unit Definition**

In Annex A, SIU will not be included in the living unit definition.

### **Special Handling Unit – CD 708**

Under Step 2 – Assessment, the reference to the Institutional Review Board will be removed. As such, the initial assessment of the inmate against the SHU criteria will be conducted via the Correctional Intervention Board.

There will be an SIU at the SHU. An inmate at the SHU must only be transferred to the SIU when it is determined that the legislative criteria for transfer to the SIU are met.

In Annex C, the report outline of the Assessment for Decision for maintaining an inmate at the SHU will indicate if the inmate has been confined in the SIU at the SHU.

### **Administrative Segregation – CD 709**

This policy is revoked.

### **Administrative Segregation Guidelines – GL 709-1**

This Guideline is revoked.

### **Transfer of Inmates – CD 710-2 Inmate Transfer Processes – GL 710-2-3 Movement Within Clustered/ Multi-Level Institutions – GL 710-2-4**

Policy direction to transfer an inmate to an SIU is in accordance with CD 711 and GL 711-1 and GL 711-2.

## **Classification des établissements – DC 706**

### **Définition d'unité résidentielle**

À l'annexe A, l'UIS ne sera pas incluse dans la définition d'unité résidentielle.

### **Unité spéciale de détention – DC 708**

À la rubrique Étape 2 – Évaluation, le renvoi au Comité de réexamen des cas d'isolement en établissement sera retiré. Par conséquent, l'évaluation initiale du détenu en fonction des critères de l'USD sera effectuée par l'intermédiaire du Comité d'intervention correctionnelle.

Une UIS sera mise en place à l'USD. Un détenu de l'USD doit être transféré vers l'UIS seulement lorsqu'on établit que les critères législatifs liés au transfèrement vers une UIS sont respectés.

À l'annexe C, l'aperçu du rapport de l'Évaluation en vue d'une décision de maintien à l'USD indiquera si le détenu a été transféré vers l'UIS à l'USD.

### **Isolement préventif – DC 709**

Cette politique est révoquée.

### **Lignes directrices sur l'isolement préventif – LD 709-1**

Ces lignes directrices sont révoquées.

### **Transfèrement de détenus – DC 710-2 Processus de transfèrement des détenus – LD 710-2-3 Déplacements au sein des établissements regroupés/à niveaux de sécurité multiples – LD 710-2-4**

Les directives relatives au transfèrement d'un détenu vers une UIS sont conformes à la DC 711 et aux LD 711-1 et 711-2.

### **Immediate Movement – GL 710-2-4**

When it is determined necessary to immediately move an inmate for security reasons or the safety of the inmate or any other person, the inmate will be confined in an SIU or be subject to restricted movement, when the legislative criteria for such are met.

### **Review Process After an Immediate Movement – GL 710-2-4**

The review process of inmates confined in an SIU and placed on restricted movement is in accordance with CD 711 and GL 711-1 and GL 711-2.

### **Process for Private Family Visits in SIU – CD 710-8**

The process for private family visit requests from inmates confined in an SIU will follow the same policy direction as for other inmates.

### **National Correctional Programs, Referral and Management – CD 726, GL 726-2, and GL 726-3**

Impacts to these policy instruments are addressed and incorporated in CD 711.

### **Inmate Pay Review – CD 730**

The reference to “segregation for disciplinary reasons” in current paragraph 27 will be removed.

In paragraph 61, “segregation” will be replaced by “SIU”.

The paragraphs 62 and 63 under “Segregation for Disciplinary Reasons” no longer apply.

### **Déplacements immédiats – LD 710-2-4**

Lorsqu’il est jugé nécessaire de déplacer immédiatement un détenu pour des raisons de sécurité ou pour assurer la sécurité du détenu ou de toute autre personne, le détenu sera placé dans une UIS ou ses déplacements seront restreints si les critères législatifs relatifs à de telles mesures sont satisfaits.

### **Processus d’examen après un déplacement immédiat – LD 710-2-4**

Le processus d’examen des cas des détenus placés dans une UIS ou dont les déplacements sont restreints est conforme à la DC 711 et aux LD 711-1 et 711-2.

### **Processus relatif aux visites familiales privées dans une UIS – DC 710-8**

Le processus relatif aux demandes de visites familiales privées présentées par des détenus placés dans une UIS sera le même que celui suivi pour les autres détenus.

### **Programmes correctionnels nationaux, aiguillages et gestion – DC 726, LD 726-2 et LD 726-3**

Les répercussions sur ces instruments de politique sont décrites dans la DC 711.

### **Révision du niveau de la paye du détenu – DC 730**

La mention de « placement en isolement pour des motifs disciplinaires » au paragraphe 27 actuel sera retirée.

Au paragraphe 61, le terme « en isolement » sera remplacé par « dans une UIS ».

Les paragraphes 62 et 63 sous la rubrique « Isolement pour des motifs disciplinaires » ne s’appliquent plus.

In paragraphs 64 and 65, “administrative segregation” will be replaced with SIU.

Inmate pay reviews for inmates confined in an SIU should continue to occur at least once every six months, and the process will be the same as outlined in CD 730.

#### **Inmate Pay Levels – Annex B, CD 730**

Paragraph 1(e) will be changed to read: have not been placed in a specialized unit (such as a Special Handling Unit or SIU).

Paragraph 3 will be replaced to read: An allowance of \$2.50 will automatically be awarded to inmates who have authorized absences from the interventions identified in their Correctional Plan while in the SIU or who are unable to participate for reasons beyond their control. Authorized absences may include, but are not limited to, authorized sick leave, planned absences for approved religious reasons, private family visits, or temporary absences. Reasons beyond the inmate’s control may include, but are not limited to unemployment, temporary absences, institutional orientation, or the intake assessment process.

Paragraph 4 will be replaced to read: A basic allowance of \$1 will be awarded to inmates who refuse to participate in all interventions identified in their Correctional Plan while in the SIU.

#### **Social Programs and Leisure Activities – CD 760**

Impacts to Social Programs in the SIU are addressed and incorporated in CD 711.

Aux paragraphes 64 et 65, le terme « en isolement préventif » sera remplacé par « dans une UIS ».

La révision du niveau de la paye d’un détenu placé dans une UIS devrait être effectuée au moins tous les six mois, et le processus sera le même que celui énoncé dans la DC 730.

#### **Niveaux de rémunération des détenus – DC 730, annexe B**

Le paragraphe 1(e) sera modifié et se lira comme suit : aucun placement dans une unité spécialisée (telle que l’Unité spéciale de détention ou une UIS).

Le paragraphe 3 sera modifié comme suit : « Une indemnité de 2,50 \$ sera automatiquement versée aux détenus qui sont autorisés à s’absenter des interventions indiquées dans leur Plan correctionnel pendant qu’ils se trouvent dans une UIS ou qui ne peuvent y participer pour des raisons indépendantes de leur volonté. Les absences autorisées peuvent comprendre, entre autres, les congés de maladie autorisés, les absences prévues pour des raisons religieuses autorisées, les visites familiales privées et les permissions de sortir. Les raisons indépendantes de la volonté du détenu peuvent comprendre, entre autres, le manque de travail, les permissions de sortir, l’orientation au sein de l’établissement et le processus d’évaluation initiale. »

Le paragraphe 4 sera modifié comme suit : « Une indemnité de base de 1 \$ sera versée aux détenus qui refusent de participer à toutes les interventions indiquées dans leur Plan correctionnel pendant qu’ils se trouvent dans une UIS. »

#### **Programmes sociaux et activités de loisir – DC 760**

Les répercussions sur les programmes sociaux dans l’UIS sont décrites dans la DC 711.

### **Victim Engagement – CD 784**

In Annex C, the Case Management Events “Penitentiary Placement” and “Transfer” will now refer to the amended tool Victim notification requirements related to “Penitentiary Placement” and “Transfer of Offenders.”

### **Intellectual Disability – GL 800-10**

If an inmate diagnosed with an intellectual disability is being considered for a transfer to a Structured Intervention Unit or restricted movement, they must be assessed in accordance with the guidelines on health consultation and assessment for SIU/restricted movement pursuant to the Integrated Mental Health Guidelines, as is the case with all inmates.

### **Interventions to Preserve Life and Prevent Serious Bodily Harm – CD 843**

The Immediate Needs Checklist – Suicide Risk (CSC/SCC 1433e) will be used upon confinement of inmates in an SIU or subject to restricted movement.

#### **How were they developed?**

Amendments to all policies were developed by the Structured Intervention Unit team, in consultation with various NHQ sectors, including the Strategic Policy Sector.

### **Engagement des victimes – DC 784**

À l’annexe C, les événements dans la gestion d’un cas « Placement pénitencier » et « Transfert » renverront dorénavant à l’outil révisé « Exigences en matière de notification aux victimes – placement pénitencier et transfert d’un délinquant ».

### **Déficience intellectuelle – LD 800-10**

Si l’on envisage de transférer vers une UIS un détenu ayant reçu un diagnostic de déficience intellectuelle ou d’imposer des restrictions à ses déplacements, le détenu doit être évalué conformément aux lignes directrices sur la consultation et l’évaluation de la santé aux fins du placement dans une UIS/de la restriction des déplacements, incluses dans les Lignes directrices intégrées en santé mentale, comme c’est le cas pour tous les détenus.

### **Interventions pour préserver la vie et prévenir les blessures corporelles graves – DC 843**

La Liste de contrôle des besoins immédiats – Risque de suicide (CSC/SCC 1433f) sera remplie lorsqu’un détenu sera placé dans une UIS ou que les déplacements d’un détenu seront restreints.

#### **Comment les politiques ont-elles été élaborées?**

Les modifications apportées aux politiques ont été élaborées par l’équipe des unités d’intervention structurée, en consultation avec divers secteurs à l’AC, y compris la Division de la politique stratégique.

**Who will be affected by the policies?**

These amendments apply to all staff who were involved in the segregation process and all staff responsible for the transfer of inmates to and from an SIU, and the management and engagement of inmates confined in an SIU and those subject to restricted movement.

**Contact:**

Strategic Policy Division  
[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

**Qui sera touché par les politiques?**

Ces modifications toucheront tous les membres du personnel qui participent au processus d'isolement et qui sont responsables du transfèrement des détenus vers et à partir d'une UIS, ainsi que de la gestion et de l'engagement des détenus placés dans une UIS et de ceux dont les déplacements sont restreints.

**Personne-ressource :**

Division de la politique stratégique  
[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

---

Commissioner,

Commissaire,

Original signed by / Original signé par :

Anne Kelly

**Annex**

**Policy Framework Impacts**

*This list may not be exhaustive.*

| <b>CD/GL</b> | <b>Title</b>   |
|--------------|--|
| GL 005-1     | <a href="#"><u>Institutional Management Structure: Roles and Responsibilities</u></a>  |
| GL 048-1     | <a href="#"><u>Information Sharing and Provision of Support Services Associated with Coroner’s/Medical Examiner’s Death Investigations or Inquests/Inquiries</u></a> |
| CD 081       | <a href="#"><u>Offender Complaints and Grievances</u></a>  |
| GL 081-1     | <a href="#"><u>Offender Complaint and Grievance Process</u></a>  |
| CD 083       | <a href="#"><u>Inmate Committees</u></a>   |
| CD 084       | <a href="#"><u>Inmates’ Access to Legal Assistance and the Police</u></a>  |
| GL 234-1     | <a href="#"><u>Claims Administration Instructions</u></a>  |
| CD 259       | <a href="#"><u>Exposure to Second-Hand Smoke</u></a>   |
| CD 550       | <a href="#"><u>Inmate Accommodation</u></a>  |
| CD 559       | <a href="#"><u>Visits</u></a>  |
| CD 566-4     | <a href="#"><u>Counts and Security Patrols</u></a>   |
| CD 566-7     | <a href="#"><u>Searching of Offenders</u></a>  |
| CD 577       | <a href="#"><u>Staff Protocol in Women Offender Institutions</u></a>   |
| CD 578       | <a href="#"><u>Intensive Intervention Strategy In Women’s Institutions</u></a>   |
| CD 600       | <a href="#"><u>Management of Emergencies in Operational Units</u></a>  |
| CD 705-6     | <a href="#"><u>Correctional Planning and Criminal Profile</u></a>  |
| CD 705-7     | <a href="#"><u>Security Classification and Penitentiary Placement</u></a>  |
| CD 706       | <a href="#"><u>Classification of Institutions</u></a>  |
| CD 708       | <a href="#"><u>Special Handling Unit</u></a>   |
| CD 709       | Administrative Segregation   |
| GL 709-1     | Administrative Segregation Guidelines  |
| CD 710-2     | <a href="#"><u>Transfer of Inmates</u></a>   |
| GL 710-2-3   | <a href="#"><u>Inmate Transfer Processes</u></a>   |
| GL 710-2-4   | <a href="#"><u>Movement Within Clustered/Multi-Level Institutions</u></a>  |
| CD 710-6     | <a href="#"><u>Review of Inmate Security Classification</u></a>  |
| CD 710-8     | <a href="#"><u>Private Family Visits</u></a>   |
| CD 711       | <a href="#"><u>Structured Intervention Units</u></a>   |
| GL 711-1     | <a href="#"><u>SIU Transfer Procedures – SIU Sites</u></a>   |
| GL 711-2     | <a href="#"><u>SIU Transfer Procedures – Non-SIU Sites</u></a>   |
| CD 726       | <a href="#"><u>Correctional Programs</u></a>   |
| GL 726-2     | <a href="#"><u>National Correctional Program Referral Guidelines</u></a>   |
| GL 726-3     | <a href="#"><u>National Correctional Program Management Guidelines</u></a>   |
| CD 730       | <a href="#"><u>Offender Program Assignments and Inmate Payments</u></a>  |
| CD 760       | <a href="#"><u>Social Programs and Leisure Activities</u></a>  |
| CD 784       | <a href="#"><u>Victim Engagement</u></a>   |
| GL 800-10    | <a href="#"><u>Intellectual Disability</u></a>   |
| CD 843       | <a href="#"><u>Interventions to Preserve Life and Prevent Serious Bodily Harm</u></a>  |

## Annexe

### Incidences sur le cadre de politiques

*La présente liste pourrait ne pas être exhaustive.*

| DC/LD      | Titre   |
|------------|---|
| LD 005-1   | <a href="#">Structure de gestion des établissements : rôles et responsabilités</a>  |
| LD 048-1   | <a href="#">Communication de renseignements et prestation de services de soutien liées à des enquêtes médico-légales ou des enquêtes publiques du coroner/médecin légiste</a> |
| DC 081     | <a href="#">Plaintes et griefs des délinquants</a>  |
| LD 081-1   | <a href="#">Processus de règlement des plaintes et griefs des délinquants</a>   |
| DC 083     | <a href="#">Comités de détenus</a>  |
| DC 084     | <a href="#">Accès des détenus aux services juridiques et à la police</a>  |
| LD 234-1   | <a href="#">Instructions relatives à l'administration des réclamations</a>  |
| DC 259     | <a href="#">Exposition à la fumée secondaire</a>  |
| DC 550     | <a href="#">Logement des détenus</a>  |
| DC 559     | <a href="#">Visites</a>   |
| DC 566-4   | <a href="#">Dénombrements et patrouilles de sécurité</a>  |
| DC 566-7   | <a href="#">Fouille des délinquants</a>   |
| DC 577     | <a href="#">Protocole relatif au personnel dans les établissements pour délinquantes</a>  |
| DC 578     | <a href="#">Stratégie d'intervention intensive dans les établissements pour femmes</a>  |
| DC 600     | <a href="#">Gestion des cas d'urgence dans les unités opérationnelles</a>   |
| DC 705-6   | <a href="#">Planification correctionnelle et profil criminel</a>  |
| DC 705-7   | <a href="#">Cote de sécurité et placement pénitentiaire</a>   |
| DC 706     | <a href="#">Classification des établissements</a>   |
| DC 708     | <a href="#">Unité spéciale de détention</a>   |
| DC 709     | Isolement préventif   |
| LD 709-1   | Lignes directrices sur l'isolement préventif  |
| DC 710-2   | <a href="#">Transfèrement de détenus</a>  |
| LD 710-2-3 | <a href="#">Processus de transfèrement des détenus</a>  |
| LD 710-2-4 | <a href="#">Déplacements au sein des établissements regroupés/ à niveaux de sécurité multiples</a>  |
| DC 710-6   | <a href="#">Réévaluation de la cote de sécurité des détenus</a>   |
| DC 710-8   | <a href="#">Visites familiales privées</a>  |
| DC 711     | <a href="#">Unités d'intervention structurée</a>  |
| LD 711-1   | <a href="#">Procédures de transfèrement vers une unité d'intervention structurée (UIS) – Établissements comportant une UIS</a>  |
| LD 711-2   | <a href="#">Procédures de transfèrement vers une unité d'intervention structurée (UIS) – Établissements ne comportant pas d'UIS</a>   |
| DC 726     | <a href="#">Programmes correctionnels</a>   |
| LD 726-2   | <a href="#">Lignes directrices sur l'aiguillage des délinquants vers les programmes correctionnels nationaux</a>  |
| LD 726-3   | <a href="#">Lignes directrices sur la gestion des programmes correctionnels nationaux</a>   |
| DC 730     | <a href="#">Affectations des délinquants aux programmes et rétribution des détenus</a>  |

|           |  |
|-----------|--|
| DC 760    | <a href="#">Programmes sociaux et activités de loisir</a>  |
| DC 784    | <a href="#">Engagement des victimes</a>  |
| LD 800-10 | <a href="#">Déficience intellectuelle</a>  |
| DC 843    | <a href="#">Interventions pour préserver la vie et prévenir les blessures corporelles graves</a> |

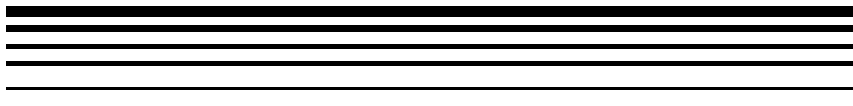




# BULLETIN POLITIQUE

## POLICY

|                   |      |    |     |
|-------------------|------|----|-----|
| ISSUE<br>ÉMISSION | DATE |    |     |
| 660               | 2020 | 08 | 10  |
|                   | Y-A  | M  | D-J |



### INTERIM POLICY BULLETIN / BULLETIN DE POLITIQUE PROVISOIRE

*Afin de faciliter la lecture de la présente politique et le cas échéant, nous avons employé le masculin au sens neutre, sans préjudice aux genres*

#### Policy numbers and titles:

**Guidelines (GL) 711-1 – Structured Intervention Unit (SIU) Transfer Procedures – SIU Sites**

**GL 711-2 – Structured Intervention Unit (SIU) Transfer Procedures – Non-SIU Sites**

#### Why were the policies changed?

The concept of “continuation of confinement in a Structured Intervention Unit” has been removed from GLs 711-1 and 711-2. This concept has been difficult to interpret, leading to multiple review and decision timelines that were not originally intended.

The concept of “continuation of confinement” was originally put in place during the segregation regime to ensure that our oversight criteria would capture difficult cases involving frequent placement in and out of segregation in a very short timeframe.

#### Numéro et titre des politiques :

**Lignes directrices (LD) 711-1 – Procédures de transfèrement vers une unité d’intervention structurée (UIS) – Établissements comportant une UIS**

**LD 711-2 – Procédures de transfèrement vers une unité d’intervention structurée (UIS) – Établissements ne comportant pas d’UIS**

#### Pourquoi les politiques ont-elles été modifiées?

Le concept de « poursuite de la détention dans une unité d’intervention structurée » a été retiré des LD 711-1 et des LD 711-2. Ce concept était difficile à interpréter, créant de multiples échéanciers pour les examens et les décisions qui n’étaient pas prévus à l’origine.

Le concept de « poursuite de la détention » a initialement été introduit dans le cadre du régime d’isolement pour veiller à ce que nos critères de surveillance saisissent les cas difficiles faisant fréquemment l’objet de placements en isolement et de retraits de l’isolement au cours d’une très courte période.

The SIU model implemented on November 30, 2019 contains safeguards that render the concept of “continuation of confinement” redundant. These safeguards include reviews by Independent External Decision Makers (IEDM) of an inmate’s conditions of confinement when they have not participated in the minimum four hours of time outside their cell and two hours of opportunity to interact with others for five consecutive days. IEDMs also provide additional oversight of SIU cases where multiple transfers occur in and out of an SIU in a short timeframe. With these safeguards in place, the concept of “continuation of confinement” is no longer required to trigger a higher level review.

#### **What has changed?**

Paragraph 10 of GL 711-1, as well as Annex I, Continuation of Confinement in a Structured Intervention Unit, are rescinded.

Paragraph 12 of GL 711-2, as well as Annex F, Continuation of Confinement in a Structured Intervention Unit, are also rescinded.

Any authorized transfer to an SIU will count exclusively as the inmate’s first day in an SIU. Previous time spent in an SIU will no longer be considered when determining review and decision timeframes.

Le modèle d’UIS mis en œuvre le 30 novembre 2019 prévoit des mesures de protection qui font en sorte que le concept de « poursuite de la détention » est redondant. Ces mesures prévoient un examen, par un décideur externe indépendant (DEI), des conditions de détention d’un détenu lorsque ce dernier n’a pas passé un minimum de quatre heures à l’extérieur de sa cellule et profité de deux heures d’interactions avec les autres pendant cinq jours consécutifs. De plus, les DEI assurent une surveillance supplémentaire des cas des UIS ayant fait l’objet de plusieurs transfèrements à l’UIS ou hors de celle-ci au cours d’une courte période. Grâce à la mise en place de ces mesures de protection, le concept de « poursuite de la détention » n’est plus requis pour déclencher un examen de niveau supérieur.

#### **Qu'est-ce qui a changé?**

Le paragraphe 10 des LD 711-1 et l’annexe I, Poursuite de la détention dans une unité d’intervention structurée, sont annulés.

Le paragraphe 12 des LD 711-2 et l’annexe F, Poursuite de la détention dans une unité d’intervention structurée, sont également annulés.

Tout transfèrement autorisé vers une UIS comptera pour le premier jour du séjour d’un détenu à l’UIS. Les séjours précédents dans une UIS ne seront plus pris en compte pour déterminer les échéanciers des examens et des décisions.

**How was it developed?**

This Interim Policy Bulletin was developed by the SIU Implementation Team, in consultation with the regions and in collaboration with the Strategic Policy Division.

**Who will be affected by the policies?**

These policies apply to all staff responsible for the transfer of inmates to an SIU.

**Accountabilities?**

- N/A

**Expected cost?**

- N/A

**Other impacts?**

- N/A

**Contact:**

Strategic Policy Division  
[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

**Comment la politique a-t-elle été élaborée?**

Le présent bulletin de politique provisoire a été élaboré par l'Équipe de mise en œuvre des UIS, en consultation avec les régions et en collaboration avec la Division de la politique stratégique.

**Qui sera touché par les politiques?**

Ces politiques s'appliquent à tous les membres du personnel responsables du transfèrement des détenus vers une UIS.

**Y aura-t-il des comptes à rendre?**

- S.O.

**Quels coûts prévoit-on?**

- S.O.

**Y aura-t-il d'autres répercussions?**

- S.O.

**Personne-ressource :**

Division de la politique stratégique  
[Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca](mailto:Policy-Politiques.GEN-NHQ@csc-scc.gc.ca)

A/Commissioner,

Commissaire, p.i.,

Original signed by: / Original signé par :

Alain Tousignant